



Date de dépôt : 13 octobre 2025

Rapport

**de la commission des finances chargée d'étudier le projet de loi
du Conseil d'Etat accordant une indemnité à la Haute école
spécialisée de Suisse occidentale – Genève pour les années 2025
à 2028**

Rapport de majorité de François Baertschi (page 5)

Rapport de minorité de Stéphane Florey (page 68)

Projet de loi (13579-A)

accordant une indemnité à la Haute école spécialisée de Suisse occidentale – Genève pour les années 2025 à 2028

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève
décrète ce qui suit :

Art. 1 Contrat de prestations

¹ Le contrat de prestations conclu entre l'Etat et la Haute école spécialisée de Suisse occidentale – Genève (ci-après : la HES-SO Genève) est ratifié.

² Il est annexé à la présente loi.

Art. 2 Indemnité

¹ L'Etat verse à la HES-SO Genève, sous la forme d'une indemnité monétaire d'exploitation au sens de l'article 2 de la loi sur les indemnités et les aides financières, du 15 décembre 2005, les montants suivants :

35 187 886 francs en 2025

35 351 038 francs en 2026

35 480 692 francs en 2027

35 555 020 francs en 2028

² Dans la mesure où l'indemnité n'est accordée qu'à titre conditionnel au sens de l'article 25 de la loi sur les indemnités et les aides financières, du 15 décembre 2005, son montant fait l'objet d'une clause unilatérale du contrat de prestations. Cette clause peut être modifiée par décision du Conseil d'Etat dans les cas visés par l'article 9, alinéa 2.

³ Il est accordé, au titre des mécanismes salariaux annuels, sous réserve de l'approbation du Grand Conseil, un complément d'indemnité calculé sur la masse salariale de la HES-SO Genève au prorata d'une part déterminée des revenus sur le total des produits. Cette part déterminée correspond aux subventions fixées et non indexées par l'Etat et par la HES-SO ainsi que les autres revenus sur lesquels la HES-SO Genève ne peut influencer.

⁴ L'indexation décidée par le Conseil d'Etat donne également lieu à une augmentation de l'indemnité. Ce complément est calculé sur la masse salariale de la HES-SO Genève et au prorata d'une part déterminée des revenus sur le total des produits. Cette part déterminée correspond aux subventions fixées et non indexées par l'Etat et par la HES-SO ainsi que les autres revenus sur lesquels la HES-SO Genève ne peut influencer.

Art. 3 Indemnité non monétaire

¹ L'Etat met à disposition de la HES-SO Genève, sans contrepartie financière ou à des conditions préférentielles, des locaux et des terrains.

² Cette indemnité non monétaire est valorisée à 9 839 712 francs par année et figure en annexe aux états financiers de l'Etat et de la HES-SO Genève. Ce montant peut être réévalué chaque année.

Art. 4 Programme

Cette indemnité est inscrite au budget annuel de l'Etat voté par le Grand Conseil sous le programme F05 « Hautes écoles ».

Art. 5 Durée

Le versement de cette indemnité prend fin à l'échéance de l'exercice comptable 2028. L'article 9 est réservé.

Art. 6 But

Cette indemnité doit permettre à la HES-SO Genève de réaliser les prestations définies dans le contrat de prestations.

Art. 7 Prestations

L'énumération, la description et les conditions de modifications éventuelles des prestations figurent dans le contrat de droit public.

Art. 8 Contrôle interne

Le bénéficiaire de l'indemnité doit respecter les principes relatifs au contrôle interne prévus par la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat, du 4 octobre 2013.

Art. 9 Relation avec le vote du budget

¹ L'indemnité n'est accordée qu'à la condition et dans la mesure de l'autorisation de dépense octroyée par le Grand Conseil au Conseil d'Etat dans le cadre du vote du budget annuel.

² Si l'autorisation de dépense n'est pas octroyée ou qu'elle ne l'est que partiellement, le Conseil d'Etat doit adapter en conséquence le montant de l'indemnité accordée, conformément à l'article 2, alinéa 2.

Art. 10 Contrôle périodique

Un contrôle périodique de l'accomplissement des tâches par le bénéficiaire de l'indemnité est effectué, conformément à l'article 22 de la loi sur les indemnités et les aides financières, du 15 décembre 2005, par le département de l'instruction publique, de la formation et de la jeunesse.

Art. 11 Lois applicables

La présente loi est soumise aux dispositions de la loi sur les indemnités et les aides financières, du 15 décembre 2005, aux dispositions de la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat, du 4 octobre 2013, ainsi qu'aux dispositions de la loi sur la surveillance de l'Etat, du 13 mars 2014.

RAPPORT DE LA MAJORITÉ

Rapport de François Baertschi

La commission des finances a étudié le projet de loi 13579 lors de ses séances tenues les 19 février, 5 mars, 25 juin, 27 août et 3 septembre 2025. La présidence a été assurée par M. Jacques Béné avec le soutien de M. Raphaël Audria, secrétaire scientifique. Le procès-verbal a été tenu par M^{me} Emilie Gattlen.

Opinion de la majorité

La majorité de la commission des finances a été tout d'abord surprise par la forme. Ce contrat de prestations avait été soigneusement négocié entre le Conseil d'Etat et la HES-SO Genève avec des conditions précises, en particulier l'indemnité annuelle de 35 millions ; c'est sous cette forme qu'il nous a d'abord été présenté. Coup de théâtre. En cours d'examen par la commission, le 25 juin 2025, le Conseil d'Etat demande une coupe annuelle de 2 millions à partir de 2026.

Le procédé a déplu à la majorité de la commission qui a refusé l'amendement de coupe de 2 millions qui lui a été présenté par le Conseil d'Etat, parce qu'une telle mesure unilatérale est contraire à l'esprit des contrats de prestations, fondés sur le dialogue. Indiscutablement, on a forcé la main de la HES-SO Genève.

Sur le fond, c'est un montant important qui sera retiré de la HES-SO Genève, ce financement étant nécessaire pour soutenir les étudiants.

Présentation du projet de loi le 19 février 2025

Audition de M^{me} Anne Hiltbold, conseillère d'Etat, M^{me} Ivana Vrbica, directrice de l'unité des hautes écoles, DIP, et M. Samy Jost, directeur du service des subventions, DIP

M^{me} Hiltbold commence par rappeler le système complexe de la HES-SO. La Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO) est constituée par les cantons de Berne, Fribourg, Vaud, Valais, Neuchâtel, Genève et Jura. Elle reçoit des financements des cantons membres et reverse des montants aux hautes écoles cantonales. La HES-SO Genève comprend quant à elle six écoles (HEPIA, HEG, HEAD, HEM, HEDs et HETS), propose 28 types de bachelor,

20 types de master et regroupe 6200 étudiants selon les données de l'année 2023.

Le financement de la HES-SO est fixé par des conventions intercantionales. Des contributions forfaitaires sont versées par chaque canton. Pour Genève, cette contribution s'élève à 115,7 millions de francs. Elle est inscrite au budget 2025 et est établie par une convention, et non par un projet de loi. La HES-SO reverse ensuite à la HES-SO Genève un montant de 151 millions de francs. Genève est donc encore un canton bénéficiaire, puisque le montant versé est inférieur au montant perçu.

A ce mécanisme s'ajoute un financement direct du canton à la HES-SO Genève, pour la couverture des charges en lien avec les conditions locales particulières et pour financer des activités de recherche et d'autres missions relevant de stratégies cantonales. C'est cette convention d'objectifs et ce financement qui sont soumis à la commission aujourd'hui.

Le dernier contrat de prestations couvrait la période allant de 2021 à 2024. Un rapport d'évaluation en récapitule les objectifs et les indicateurs. Aujourd'hui, le nouveau contrat de prestations nécessite un montant de l'ordre de 35 millions de francs sur les quatre ans à venir. Ce montant est composé, d'une part, de projets en lien avec la stratégie cantonale et, d'autre part, de la couverture des charges liées aux conditions locales particulières, parmi lesquelles figure la couverture des mécanismes salariaux. A noter que le taux de couverture pour la HES est de pratiquement 95%, alors qu'il est de 74% pour l'université. Cela signifie que, dès que le canton décide d'une indexation ou applique l'annuité, la HES-SO Genève est impactée et l'Etat doit couvrir la différence. Le différentiel entre le point de départ du contrat de prestations précédent et celui-ci s'élève à environ 10 millions de francs. Il est en grande partie lié aux mécanismes salariaux (8 millions environ), étant précisé que ces montants ont été portés dans les budgets cantonaux annuels.

Le canton finance également ce qui relève de la stratégie cantonale et des prestations qui ne relèvent pas des missions de la HES. Dans ce cadre, les montants liés à la mise en œuvre de la loi sur les soins infirmiers ont déjà été communiqués. Il existe un pan sur la formation et un autre sur les conditions de travail. En ce qui concerne la formation, le contrat prévoit un montant total de 1,7 million sur quatre ans pour des bourses complémentaires à celles qui existent déjà, l'objectif étant d'attirer plus de candidats dans cette filière, de maintenir en études les étudiants qui y sont et de favoriser les reconversions professionnelles. Un montant intervient également pour la participation au développement de la mission de l'office de promotion des industries et technologies pour environ 125 millions de francs. Le canton finance aussi les

stages pour les étudiants dans les domaines de la santé et du social, à hauteur de 2,8 millions de francs.

Parmi ce qui n'est pas du ressort de la HES-SO, mais qui est fait par elle et donc financé par le canton, on trouve les années passerelles des étudiants en maturité spécialisée ou professionnelle qui souhaitent entrer dans une haute école, notamment pour la maturité spécialisée en santé. Des modules complémentaires sont nécessaires et devraient être financés par l'Etat, puisque cela fait partie de la formation proposée par le canton de Genève. Il s'agit d'une forme de sous-traitance. Il en va de même pour les classes passerelles à l'HEPIA, avec un montant d'environ 150 000 francs. A la HEAD, des activités de résidence et de production dans le centre d'expérimentation et de réalisation en céramique contemporaine sont financées à hauteur de 50 000 francs. 300 000 francs sont alloués pour suivre un plan d'action annuel mené avec l'OFPC pour la politique de l'apprentissage de l'Etat, sachant que toutes les entités du grand Etat, dont les hautes écoles, fournissent un effort constant pour augmenter le nombre de places en filière duale.

Par ailleurs, des prestations sont facturées par l'UNIGE, à hauteur de 1,3 million de francs. Il s'agit d'une convention entre les hautes écoles et l'université pour des prestations de cette dernière, auxquelles ont accès les étudiants de la HES (plateforme d'emploi, conseils psychologiques, santé, sports, activités culturelles). Ces prestations sont payées par la HES à l'université.

Enfin, un montant d'un million correspond à l'amortissement d'un immeuble pour l'institut d'études sociales (HETS) à la rue du Pré-Jérôme.

Questions des députés

Un commissaire (PLR) demande si les salaires sont toujours 10% à 1% plus élevés que dans les autres cantons. Dans le cadre du dernier contrat de prestations, ce sont les statistiques qui avaient été annoncées.

M. Jost précise qu'il y a eu trois contrats de prestations. Le premier (2019-2020) partait avec un premier socle à 22 millions de francs. Le deuxième (2021-2024) partait à 25 millions, et celui qui est présenté aujourd'hui, avec l'augmentation due aux mécanismes salariaux, est à 35 millions. M. Jost n'était pas là en 2019, mais il a le souvenir d'avoir vu que les surcoûts cantonaux étaient liés à des coûts salariaux plus élevés par rapport à d'autres cantons, de même qu'à des coûts bâtiments. Dans le socle, probablement que ce surcoût de Genève a été intégré sur les années suivantes. La variation, quant à elle, est véritablement due aux décisions prises sur les mécanismes salariaux. Il faut en outre préciser que l'année qui a très fortement impacté la variation

est l'exercice 2023, avec 2,44% d'indexation, une annuité et une allocation unique de vie chère. Dans les montants ajoutés à la HES, il y a également un soutien énergie de 450 000 francs. Tous ces éléments font que le montant de l'indemnité est plus élevé aujourd'hui.

Le commissaire (PLR) rappelle qu'il avait été dit, lors du dernier contrat de prestations, que 19 millions étaient dus aux particularités cantonales. Or, on est maintenant à 27 millions, en réalité. Les mécanismes salariaux représentent à eux seuls 8 millions de plus entre deux contrats de prestations.

M. Jost le confirme. La raison en est simple. L'article 19 de la loi sur la HES prévoit que le personnel HES dépend de la loi sur le personnel de l'Etat. Ainsi, dès qu'une décision est prise quant à un mécanisme salarial, elle s'applique à la HES, avec un taux de couverture de 95%. En d'autres termes, l'Etat compense quasiment en plein les décisions prises en termes de mécanismes salariaux.

Le même député (PLR) fait remarquer que c'est inquiétant pour les années futures. Il demande si les autres cantons n'ont pas de mécanismes salariaux et à combien se montre l'augmentation pour eux.

M^{me} Hiltbold relève que chaque canton a sa propre politique salariale. Il y avait eu, à un moment donné, des discussions au sein du parlement genevois pour sortir la HES de la LIAF, et le principe avait été refusé.

Le député (PLR) insiste en ajoutant que les montants augmentent chaque année, et qu'ils doivent augmenter aussi, dans une certaine mesure, dans les autres cantons. Il souhaiterait savoir si l'écart avec Genève se creuse ou non.

M. Jost indique qu'il ne peut pas répondre pour les autres cantons. En revanche, il est clair que, si le canton de Vaud décide d'assimiler le personnel des hautes écoles au personnel de l'Etat et que l'Etat décide d'augmenter la masse salariale par l'indexation, par une annuité ou par une allocation unique de vie chère, la masse salariale des hautes écoles augmentera d'autant, et le soutien augmentera en conséquence. L'autre paramètre à prendre en compte est le niveau de compensation, c'est-à-dire si l'Etat de Vaud compense une indexation ou une allocation unique de vie chère à 100%, à 80%, à 20% ou pas du tout. En l'occurrence, à Genève, l'article 19 de la loi sur la HES assimile le personnel de cette dernière au personnel de l'Etat ; chaque décision prise pour le personnel de l'Etat s'applique donc au personnel de la HES, et la compensation s'élève à 95%. C'est la réalité aujourd'hui.

M^{me} Vrbica ajoute que Genève a la particularité de devoir passer par un projet de loi, ce qui n'est pas le cas d'autres cantons. Cette année, Genève n'a pas octroyé d'indexation, alors que le Jura l'a fait et a, en plus, rattrapé les précédentes. Le canton du Jura a donc vu ses charges dites

CLP (conditions locales particulières) augmenter, pour leur personnel. Chaque canton décide individuellement d'augmenter ou non sa masse salariale, en fonction de sa propre politique, et chaque canton décide de relier le personnel des HES à son administration cantonale ou non.

M^{me} Hiltbold ajoute que tous ne compensent pas à 95%. Ces questions donnent d'ailleurs lieu à des débats lorsque la question se pose d'indexer le personnel du rectorat, car chaque canton applique des taux d'indexation différents à des moments différents. **Cette année, Genève est intervenu pour demander pourquoi les personnes du rectorat bénéficieraient d'une indexation alors que ce n'est pas le cas du personnel à Genève.** A l'inverse, d'autres cantons avaient des indexations plus élevées.

Une députée (S) se réfère à la décision du comité gouvernemental d'augmenter les taxes pour les étudiants HES. Elle souhaiterait connaître la position du canton à cet égard et savoir s'il serait possible de maintenir le même niveau de taxes qu'actuellement à Genève, par exemple en l'intégrant aux conditions locales particulières, ce qui se justifierait par le fait que les loyers et les primes d'assurance-maladie y sont plus élevés. Par ailleurs, est-ce que cette décision du comité gouvernemental doit venir combler un désengagement de la Confédération ?

M^{me} Hiltbold répond à cette dernière question par la négative. Cette décision ne fait pas suite à un futur désengagement de la Confédération. La décision a été prise en amont, lors de discussions sur le plan de développement financier de la HES-SO que les gouvernements cantonaux ont souhaité contraindre, car une grosse augmentation était constatée. Tous ont demandé que des efforts soient fournis.

Parmi les mesures proposées se trouvait la question des taxes, étant précisé que la HES-SO était la HES qui avait les taxes les plus basses en comparaison avec toutes les autres. Il a donc été proposé de les passer à 700 francs pour les étudiants résidant en Suisse et à 1050 francs pour les étudiants étrangers. La décision a été prise de manière collégiale, quasiment à l'unanimité. Dans le « package », d'importantes discussions ont porté sur un financement supplémentaire pour les étudiants en travail social et Genève a dû se battre pour l'obtenir, en lien avec la pénurie qui l'attend, ce qui n'est pas le cas d'autres cantons. Il a fallu faire des arbitrages dans ce paquet d'une quinzaine de mesures et Genève n'a pas pu se distinguer.

M^{me} Hiltbold rappelle qu'elle avait déjà donné son avis et celui du Conseil d'Etat sur un projet de loi en lien avec les taxes de l'université, en affirmant son opposition à l'augmentation des taxes pour les étudiants étrangers. Aujourd'hui, la possibilité de différencier les taxes entre étudiants suisses et

étudiants étrangers est remise en question par les accords bilatéraux et ce qu'il adviendra à ce sujet n'est pas encore tout à fait clair.

En conclusion, la décision a été prise dans le cadre d'un paquet de mesures très global, Genève ayant dû beaucoup insister pour que d'autres cantons lâchent du lest sur la question du travail social, dans des circonstances où eux ne connaissent pas de pénurie. Il faut en outre préciser que ces taxes sont des montants qui vont revenir aux hautes écoles cantonales et pas à la HES-SO.

La différence pourrait être compensée dans le contrat de prestations comme le suggère la députée (S), mais cela poserait le problème du message ainsi envoyé. Dans un système intercantonal qui forme une entité, si chaque canton fait comme il veut, cela n'a pas de sens.

La députée (S) demande si le canton de Genève s'est donc prononcé en faveur du paquet de mesures dans sa globalité.

M^{me} Hiltbold relève que tous les cantons ont dû lâcher du lest. Elle n'y était pas favorable, mais, à la fin, il n'y avait pas de choix. Il faut préciser qu'il n'y a pas eu de vote. Ce plan financier de développement a nécessité une année de travail. **Le canton de Genève s'est aussi battu pour obtenir une filière d'ergothérapie sur son territoire, ce qu'il n'a pas obtenu, et il se bat encore pour avoir des places réservées dans le canton de Vaud.**

La députée (S) demande s'il est possible d'évaluer le montant approximatif que coûterait la compensation de l'augmentation des taxes, si Genève souhaitait maintenir les taxes actuelles.

M^{me} Vrbica explique qu'il existe une évaluation globale, qui n'est pas une estimation fine, qui fait état d'environ 1 million de francs, dans l'état actuel des choses, c'est-à-dire avec une différenciation entre les étudiants ayant leur domicile fiscal en Suisse et ceux ayant leur domicile fiscal à l'étranger. Des négociations avec l'Union européenne ont toutefois eu lieu entre-temps et on s'achemine vers une situation où la Suisse devra traiter les Européens comme les Suisses. Un tel changement entraînerait une baisse, et il faut donc revoir ce million à la baisse. Des simulations sont en train d'être réalisées, sur la base notamment du nombre d'étudiants européens à la HES-SO Genève.

M^{me} Hiltbold rappelle qu'une motion a été déposée sur cette question, qui sera traitée par la commission de l'enseignement supérieur.

La commissaire (S) relève par ailleurs qu'elle a été surprise de constater que les prestations attendues n'ont pas changé, à l'exception des mesures prises dans le domaine de l'encouragement aux études dans le secteur de la santé. Elle souhaiterait savoir pourquoi et entendre la conseillère d'Etat sur le fait que ces mesures d'encouragement ne sont pas étendues à d'autres domaines, par exemple le travail social. Dans le cadre des débats sur l'affaire de Mancy, il

avait été indiqué qu'il existait un manque de personnel formé pour encadrer ces enfants. Ce serait ainsi peut-être une mission du canton de Genève de solliciter la HES-SO pour former plus de personnes dans ces domaines, qui sont identifiés comme connaissant une pénurie de personnel.

M^{me} Hiltbold indique que c'est ce pour quoi elle s'est battue, afin que ce soit financé à travers la HES-SO, et pas par le canton de Genève. Il s'agit d'une école romande, intercantonale, et il n'y a pas de raison que chacun doive ajouter sa part dans un domaine où il a besoin de personnel. C'est ce qui a été fait, d'où l'augmentation de la contribution à la HES-SO, qui reversera à la HES-SO Genève, et donc à la HETS.

En ce qui concerne les soins infirmiers, Genève avait déjà fait beaucoup pour former plus de personnes dans ce domaine, en mettant des moyens pour ouvrir plus de places. Or, aujourd'hui, ce sont des bourses supplémentaires qui sont mises en place et qui seront financées pour moitié par le canton et pour moitié par la Confédération, mais uniquement sur les nouvelles places et pas sur celles créées ces dernières années, ce qui prêterite le canton de Genève. Un gros effort a donc déjà été fourni et figurait dans le contrat de prestations précédent, raison pour laquelle cela est formulé de la même manière.

A la question de la députée (S) qui demande si un système de bourses pour les étudiants en HETS sera donc mis sur place à travers la HES-SO sur le même modèle que pour les étudiants en santé, M^{me} Hiltbold répond par la négative. Pour le travail social, il est nécessaire de former davantage de personnes et le financement supplémentaire de la HES-SO permettra de couvrir l'ouverture de places supplémentaires pour des étudiants en travail social.

A la question de la même députée (S) qui demande si des bourses ne permettraient pas d'encourager les étudiants à se diriger vers ce type de filière, M^{me} Hiltbold estime que, avant d'octroyer des bourses, il faut ouvrir des places. Le système de bourses est une réponse liée à l'initiative sur les soins infirmiers et au fait qu'il y a des places qui ne sont pas remplies. En travail social, ce n'est pas le cas, puisqu'il manque au contraire des places. Le jour où il y aura trop de places et plus assez d'étudiants, des bourses pourront être envisagées.

La députée (S) souhaiterait savoir comment se passe le financement des écoles ES, en particulier pour la formation des éducateurs de la petite enfance, un domaine dans lequel une pénurie importante est également attendue.

M^{me} Hiltbold explique que les écoles ES se trouvent dans la politique publique F02 et qu'elles sont rattachées à la direction de l'enseignement du secondaire II, donc financées entièrement par le canton. L'école supérieure d'éducatrices et d'éducateurs de l'enfance (ESEDE) fait l'objet de réflexions

sur la manière d'attirer plus d'étudiants. Ce n'est pas un problème de places, mais d'attractivité. Le processus d'admission est actuellement revu, notamment pour que l'examen d'admission soit passé avant l'expérience pratique, et des campagnes de promotion du métier sont prévues. Des formations en emploi sont aussi développées et des discussions ont lieu avec les communes, puisque ce sont elles qui ont besoin de ce personnel.

Un député (LC) fait référence au contrat intercantonal de refacturation des flux d'élèves qui est fait au niveau de la Romandie et aux pourcentages d'étudiants romands qui viennent à Genève et, inversement, de Genevois qui vont dans un autre canton. Il souhaiterait savoir si la balance est favorable à Genève, neutre ou si une part résiduelle doit être payée par le canton.

M^{me} Vrbica précise que l'accord intercantonal sur les HES, auquel le député (LC) fait référence, n'est pas applicable pour la HES-SO, parce que cette dernière a son propre système. Dans ce contexte, chaque canton contribue à un pot commun, dans lequel Genève verse 115 millions de francs et en reçoit 151. Le retour est calculé sur le nombre d'étudiants reçus et le nombre d'étudiants envoyés au sein du système. Ce n'est donc pas le même accord, et pas les mêmes montants.

M^{me} Hiltbold ajoute que, dans le système de la HES-SO, Genève est encore bénéficiaire, puisque la HES-SO Genève touche 151 millions de francs, alors que le canton de Genève n'en paie que 115 à la HES-SO.

Le député (LC) se réfère à l'article 13, concernant le traitement du résultat. Ce dernier prévoit que le résultat annuel est réparti entre la réserve pour fonds d'innovation (30%) et le fonds de réserve (70%). Il souhaiterait savoir s'il y a eu des soldes dans les précédents contrats de prestations.

M. Jost explique que, de toute façon, l'alimentation est limitée. Ce sont 5% du total des charges. Il n'a pas souvenir qu'il y ait eu des résultats excédentaires exceptionnels. Il faut en outre relever une petite différence technique, en cela que la HES-SO, du fait de son caractère intercantonal, est soumise à MCH2, c'est-à-dire à des règles un peu différentes de celles qui émanent de la LIAF. Par exemple, selon ces règles, il est possible de créer des préfinancements, ce qui signifie que les fonds de tiers peuvent être affectés à des projets. Le principe de subsidiarité de la LIAF dirait que tout élément qui contribue à améliorer le résultat doit rester dans le résultat et faire l'objet de répartitions. En 2020, un projet de loi demandait s'il était opportun ou non de sortir la HES de la LIAF, et il a été refusé.

Un député (MCG) se réfère à l'exposé des motifs, en page 10, où il est fait état d'un règlement interne sur les finances de la HES-SO Genève, adopté par le Conseil d'Etat le 7 septembre 2016. Il souhaiterait l'obtenir, et en connaître

la teneur. Il s'agit visiblement d'un élément central de l'architecture de la HES-SO. Comme dans d'autres domaines gérés de manière intercantonale, mais dans lesquels la Confédération vient mettre son nez, on se retrouve avec des mécanismes extrêmement complexes, qui sont difficiles à appréhender.

Par ailleurs, concernant la pénurie d'éducateurs et d'assistants sociaux, qui a été évoquée en plénière, il a été dit qu'il était difficile d'augmenter le nombre de places, et en particulier de créer une formation d'ergothérapie à Genève. Le député (MCG) souhaiterait connaître le coût que cela représenterait si le canton de Genève créait lui-même une formation en ergothérapie ou s'il augmentait de manière significative les places pour les éducateurs et les assistants sociaux, pour répondre à la demande et au souhait des jeunes qui veulent s'engager dans cette voie.

M^{me} Hiltbold indique que, pour les assistants sociaux et les éducateurs, l'idée est d'augmenter le nombre de places. Ce nombre est décidé au niveau du comité gouvernemental de la HES et il a fallu se battre pour obtenir un financement supplémentaire, et donc des places supplémentaires. De plus, ce financement intervient normalement après coup, et une exception a dû être demandée pour qu'il soit débloqué en amont. Cela étant dit, à nouveau, si chacun forme ses propres étudiants, ce n'est plus un système intercantonal.

Pour les ergothérapeutes, le calcul n'a pas été fait et il n'est pas certain que Genève aurait le droit d'ouvrir une filière propre sans l'accord de la HES. Peut-être que ce serait le cas si Genève en garantissait le financement, mais, là encore, il a été considéré qu'il fallait que ce soit financé de manière globale dans cette structure-là. En outre, ça ne pose pas de problème aux étudiants qui se forment à la HEP Vaud d'aller à Lausanne, en revanche il faudrait une filière d'ergothérapie à Genève. M^{me} Hiltbold entend l'argument de la pénurie, mais elle considère qu'il faut se battre pour obtenir des places réservées aux Genevois, qui ne sont pas encore totalement acquises, avant d'allouer des millions en plus pour l'ouverture d'une filière genevoise.

Le député (MCG) demande si ce serait néanmoins possible.

M^{me} Vrbica relève qu'une telle décision devrait être prise par le comité gouvernemental. Toutes les filières HES-SO font partie de la HES-SO. Un canton ne peut pas ouvrir une filière parallèle au système. En outre, la convention intercantonale a été votée par les parlements et ce serait aller au-delà de ce que le législateur a voulu.

Le même député (MCG) constate que cela revient à une interdiction de former. Il y aura donc une pénurie, parce que le canton n'est pas capable d'avoir une vision à long terme.

M^{me} Hiltbold relève que c'est là l'interprétation du député. Genève n'est pas seul à décider, et le canton se bat pour défendre cette formation. De plus, une augmentation de places a été proposée et admise. Certains étudiants pourraient aussi aller à Lausanne, parce que c'est ça, le système HES : chaque formation n'est pas donnée dans chaque canton. Sinon, si Genève veut que toutes les filières soient proposées sur son territoire, le canton peut sortir du système, et ça coûtera 151 millions + 35 millions. Ce sont des choix à faire. L'approche a plutôt été de demander l'ouverture de places supplémentaires à Lausanne, d'y garantir des places pour les Genevois et, si ce n'est pas suffisant, Genève reviendra avec une demande d'ouverture de filière, qui n'a pour l'instant pas été acceptée par les autres gouvernements membres de la HES-SO.

Le député (MCG) fait remarquer que, pendant ce temps, on va manquer de personnel. Par ailleurs, il a été dit que des places n'étaient pas remplies dans d'autres filières HES-SO. Le député souhaiterait obtenir des précisions à ce sujet.

M^{me} Hiltbold explique que les cantons s'interrogent aussi sur les filières, dont certaines sont fermées, d'autres ouvertes. Il a fallu une année pour trouver un accord sur le plan de développement de la HES-SO. Toute la mécanique financière sera vraisemblablement rediscutée parce que, parfois, en effet, il faudrait avoir une autre visibilité.

Le commissaire (MCG) demande par ailleurs à quel accord avec l'Europe M^{me} Vrbica faisait référence. Il n'est pas certain que celui qui est en train d'être négocié avec la Confédération aboutisse. Pour l'heure, c'est purement spéculatif.

M^{me} Hiltbold rappelle que le Conseil fédéral a communiqué en fin d'année dernière qu'un accord avait été discuté avec l'Europe et qu'il devrait être soutenu ensuite en Suisse. Dans cet accord, il est prévu que la Suisse ne pourra plus taxer de manière plus importante les étudiants étrangers.

Un commissaire (UDC) revient sur la question des taxes universitaires. On a souvent l'impression que, quand on parle d'augmentation des taxes, on va fermer la porte à certains étudiants. Il souhaiterait donc que soit évoqué le système des bourses d'études. Une personne qui n'a pas les moyens de payer ces taxes est en effet soutenue aujourd'hui et elle ne serait pas laissée sur le bord de la route.

M^{me} Hiltbold explique que des bourses sont en effet octroyées aux étudiants HES. Un montant de 7 millions est versé par le DCS. Il comprend les taxes, mais va jusqu'à 12 000 francs par étudiants.

M^{me} Vrbica ajoute que des bourses sont aussi octroyées par la HES-SO elle-même, pour un montant de 452 000 francs (161 bénéficiaires), et que des fonds privés sont aussi accessibles aux étudiants des HES (2,2 millions de francs, 225 bénéficiaires). Il existe donc trois sources de bourses pour les étudiants. M^{me} Hiltbold précise que les mêmes bourses incluraient l'augmentation.

Audition de la direction de la HES-SO Genève, M^{me} Claire Baribaud, directrice générale a.i., et M. Arnaud Rey, directeur des finances, le 5 mars 2025

M^{me} Baribaud qui remplace la directrice, actuellement malade, indique que le financement de cette structure est relativement complexe et il vaut la peine de le rappeler brièvement. Les cantons qui appartiennent à la HES-SO mettent de l'argent dans un pot commun (dont 5% sont constitués du droit de codécision). Le reste du montant est établi sur la base du nombre d'étudiants envoyés (les étudiants genevois qui étudient à Genève et dans les autres cantons) et d'étudiants reçus (les étudiants d'autres cantons qui viennent se former à Genève). A cela s'ajoute une contribution de cantons non membres qui envoient des étudiants à la HES-SO, ainsi qu'une subvention de la Confédération (environ un tiers). Une fois tout cela mis dans le pot commun, l'argent est redistribué aux cantons selon une clé de répartition qui se fonde principalement sur le nombre d'étudiants.

Il faut encore ajouter à cela, pour chaque haute école, un financement reçu directement du canton sans passer par la HES-SO (taxes d'études, contributions aux frais d'études et travaux de recherche).

Le projet de loi dont il est question aujourd'hui correspond au financement complémentaire des conditions locales particulières (CLP), que peut ajouter chaque canton pour couvrir des éléments qui lui sont spécifiques, par exemple, pour Genève, le fait de travailler de concert avec l'UNIGE et l'office de promotion des industries et des technologies (OPI).

Tout ce mouvement financier repose sur trois contrats de prestations. Le premier décrit les activités liées au niveau de la HES-SO et est conclu entre tous les cantons qui participent. Le deuxième lie les cantons et le rectorat. Enfin, le troisième, dont il est question ici, concerne les CLP.

Pour Genève, on peut citer, parmi les CLP, la collaboration avec l'UNIGE et l'OPI. Un nouveau point apparaît pour la première fois dans ce contrat de prestations, à savoir un soutien financier à destination de la filière de formation en soins infirmiers, puisque la pénurie est très forte dans ce domaine. Ce financement supplémentaire vise à attirer de nouveaux candidats, à maintenir

les étudiants en études et à favoriser les reconversions professionnelles. Il se fonde sur l'initiative fédérale en la matière.

Parallèlement à cela, un financement est assuré pour les indemnités de stage des étudiants de la HEdS, et un montant est dévolu au développement de l'e-administration, en lien avec la stratégie numérique qui fait partie d'un projet de loi d'investissement du canton Genève.

Une autre catégorie ne dépend pas directement de la HES-SO, mais fait partie des missions HES : les modules complémentaires (santé), le centre de formation professionnelle et technique (classes passerelles pour les étudiants qui veulent rejoindre la HES-SO) et la production des artistes (centre d'expérimentation et de réalisation en céramique contemporaine).

En résumé, le financement global du canton de Genève qui va à la HES-SO s'élève à environ 120 millions de francs, auxquels s'ajoutent les CLP pour 34 millions, pour une gestion de budget de 245 millions de francs en tout, à mettre en lien avec le fait que Genève est le canton qui accueille le plus d'étudiants.

Actuellement, la HES-SO Genève compte environ 6000 étudiants et 1500 collaborateurs. L'institution est ancrée dans le tissu économique et socioculturel genevois et vise à former de la main-d'œuvre hautement qualifiée, capable d'intégrer directement les milieux économiques, industriels et sociaux, assurant ainsi la compétitivité du canton de Genève.

Enfin, il faut signaler le lien de la HES-SO Genève avec l'OFPC, pour la formation des apprentis. En adéquation avec la volonté cantonale d'augmenter le nombre d'apprentis, la HES-SO Genève a pris sa part, à sa grande satisfaction, et elle compte cette année 37 apprentis dans des domaines très divers, alors qu'il n'y avait que cinq ou six apprentis employés de commerce il y a quelques années.

Questions des députés

Un commissaire (MCG) souhaite revenir sur la formation en céramique contemporaine. Il connaît une personne qui avait fait cette formation il y a 30 ou 40 ans et qui en a été très déçue, car elle s'est retrouvée sans débouchés après ses études, en ayant l'impression d'avoir perdu plusieurs années. Il demande ce qu'il en est aujourd'hui et si le choix des formations dispensées tient compte des débouchés, et pas uniquement des attentes des étudiants. Souvent, on veut trouver des filières à donner à des enseignants, ce qui a été longtemps le cas de la céramique qui, considérée plutôt comme un loisir, avait une sorte d'inutilité sociale et n'avait guère sa place dans le cadre d'une formation professionnelle.

M^{me} Baribaud demande si cette personne a fait sa formation avant l'arrivée de la HES-SO, ce que confirme le député (MCG).

M^{me} Baribaud relève qu'elle ne peut guère parler de ce qu'il s'est passé avant, puisqu'elle-même n'était pas là. Sur la formation en céramique précisément, il est utile de rappeler que, parmi les six hautes écoles genevoises, deux sont des écoles d'art (HEAD et HEM). Bien souvent, les personnes qui en sortent sont amenées à créer elles-mêmes leurs activités et à développer un projet professionnel. Certaines partent dans l'enseignement, mais ce n'est pas la majorité et rares sont ceux qui trouvent une place en tant que salariés. Il est vrai aussi que, alors que certains métiers rencontrent des pénuries d'étudiants par rapport aux besoins de la région, c'est moins évident pour la HEM et la HEAD.

Le député (MCG) estime qu'il faudrait les avertir des difficultés qu'ils rencontreront sur le marché du travail.

M. Rey précise, concernant la formation en céramique, qu'il ne s'agit pas d'une filière en tant que telle, mais d'un complément pour approfondir le travail sur la matière. Le but n'est pas de former des experts en céramique.

M^{me} Baribaud ajoute que c'est pour cette raison que cette formation figure dans les CLP, contrairement aux filières.

Le député (MCG) souhaiterait par ailleurs connaître le nombre de frontaliers permis G au sein de la HES-SO Genève (parmi les employés).

M^{me} Baribaud n'a pas ce nombre, mais pourra le donner ultérieurement. Le président indique que, dans le cadre du précédent contrat de prestations, sur 225 employés (200 pour le personnel enseignant et 25 pour le personnel administratif), 15% des effectifs étaient au bénéfice d'un permis G.

Un député (PLR) observe que, pour ce qui est des CLP, lors du précédent contrat de prestations, ce sont surtout les salaires, plus élevés à Genève de 10% à 15% par rapport à d'autres cantons, qui ont été évoqués. Or, sur les 10 millions de francs d'augmentation, huit sont dus à des mécanismes salariaux. Il serait par conséquent utile de savoir si une étude a été réalisée pour savoir si la différence est toujours de 10% à 15% pour les salariés genevois. En outre, le nombre d'heures d'enseignement à effectuer dans l'année diffère également entre Genève et d'autres cantons, le Valais notamment.

M^{me} Baribaud confirme que le nombre d'heures pour un plein temps d'enseignement est de 1800 à Genève et de 1900 en Valais. Cela n'a pas changé.

Le député (PLR) fait référence à une motion qui se trouve devant la commission de l'enseignement supérieur (motion 3086 des socialistes et des

Verts). Cette dernière vise à trouver une alternative, pour répondre au manque financier de la HES-SO, à l'adaptation de la taxe semestrielle évoquée par le rapport Gaillard et reprise par la HES-SO, bien que le Conseil d'Etat y ait été opposé. Il demande ce que représente l'augmentation de cette taxe.

M^{me} Baribaud précise que les étudiants européens non résidents fiscaux sont taxés comme des étrangers (1050 francs au lieu de 700 francs), ce qui ne devrait plus être le cas à partir de 2029. L'augmentation de la taxe qui entrera en vigueur à la rentrée prochaine s'approche des 3 millions de revenus, cette somme étant appelée à diminuer à partir de 2029. A noter que, avec ça, Genève est le seul canton de la HES-SO qui propose un complément de revenu aux étudiants dans la précarité, à travers les services de l'UNIGE. Cela correspond à 10% à 12% de la somme totale.

Par ailleurs, il a été constaté que les étudiants ont de plus en plus de difficultés scolaires. En conséquence, les six écoles ont mis en place des cours de renforcement, principalement depuis le covid, qui a marqué un point de rupture. A l'HEPIA, par exemple, des cours de mathématiques sont donnés gratuitement, à charge de l'école, afin que les étudiants, une fois remis à niveau, puissent se concentrer sur les cours plus techniques. A la HEdS, ce sont des cours d'anatomie qui sont offerts, à la HETS des cours de français. Il n'est pas ici question de dire que le DIP ne fait pas son travail, car ce problème est beaucoup plus large, mais il existe des carences importantes et il s'agit d'éviter que le taux d'abandon n'augmente, car cela reviendrait à dépenser de l'argent pour former des étudiants qui n'obtiennent pas de bachelor. La hausse des taxes vise également à permettre de prendre en charge ces cours de manière plus généreuse.

En outre, un centre de santé a ouvert, qui est pris d'assaut et qui devrait être renforcé. Il en va de même des questions sociales, car les étudiants ont besoin d'être accompagnés, notamment en raison de problématiques importantes d'endettement. Les revenus supplémentaires générés par l'augmentation des taxes, qui diminueront d'ici à 2029, devraient ainsi permettre d'assurer le succès des étudiants dans leur parcours et de diminuer le nombre d'abandons.

Une députée (S) revient sur les cours de remise à niveau évoqués et demande pourquoi ils ne sont pas dans le contrat de prestations, mais incombent directement aux écoles.

En outre, elle souhaiterait obtenir des précisions sur la rupture causée par le covid, et demande si c'est lié au fait que la génération actuellement aux études était à une certaine phase de sa scolarité pendant la période covid, ce qui aurait créé des lacunes qui se sont accumulées, et s'il est attendu que le phénomène disparaisse sur le long terme.

M^{me} Baribaud souligne que c'est une très bonne question, qu'elle se pose depuis longtemps. Elle confie avoir enseigné pendant très longtemps et n'avoir jamais vu avant les types de comportements qu'elle a constatés post-covid. Cette période marquée par les confinements a causé une forte désocialisation chez les étudiants, pour lesquels tout passait à travers les écrans. Or, il est très difficile de suivre un cours en ligne, sans la présence du professeur, des collègues et de tout l'intangible qui se passe dans une salle de classe. Certains y arrivent, mais les écoles se destinent à la majorité, et pas seulement à ceux qui ont de la facilité. Tout cela a causé du retard du point de vue scolaire, et il a également manqué le côté social, qui est nécessaire dans une société et n'a pas eu lieu durant deux ans. Cette situation se paie aujourd'hui très cher. Des difficultés existaient déjà avant, mais elles se sont pleinement révélées.

Par ailleurs, il est aujourd'hui très important de faire des études, et de plus en plus de personnes se lancent dans un tel parcours sans disposer d'emblée de la solidité nécessaire. De plus, les étudiants des HES proviennent souvent de milieux plus précaires. Leurs parents n'ayant pas forcément des salaires élevés, ils travaillent beaucoup à côté et ont par conséquent moins de temps à consacrer à leurs études.

Une exemption des taxes n'est pas envisageable, car l'accord politique au niveau de la HES-SO ne le permet pas, raison pour laquelle un complément de revenu est prévu pour ceux qui rencontrent des difficultés, mais ont de bonnes notes. A ce sujet, il faut préciser que seuls les étudiants qui ont réussi leur première année sont éligibles à cette aide. Cela leur permet de moins travailler à côté, de se dédier davantage à leurs études, afin qu'ils terminent leur formation en bonne santé et qu'ils puissent alimenter le tissu économique de la région.

La députée (S) demande si M^{me} Baribaud a connaissance d'autres mesures qui auraient été prises en lien avec cette situation, peut-être pas dans les HES, mais à d'autres niveaux. M^{me} Baribaud indique que le DIP a dû faire le même constat, mais elle ignore si des mesures ont été prises.

A la question de la députée (S) de savoir si les compléments de revenus évoqués sont compris dans le contrat de prestations, M^{me} Baribaud indique que ce n'est pas dans le contrat de prestations et que cette mesure est financée par l'augmentation des taxes. Elle est déjà en place depuis quelques années. Il faut préciser que le jeune doit s'adresser d'abord au service des bourses de l'Etat de Genève et, s'il n'en obtient pas, il peut faire une demande à la HES-SO Genève. L'aide ne peut pas être cumulative. En outre, l'étudiant doit réussir sa première année et démontrer qu'il a déjà un minimum de revenus. Le montant est ensuite ajusté en fonction de ces derniers selon deux paliers (10 000 à

15 000 francs ou 15 000 à 20 000 francs). Ces conditions sont valables, quelle que soit la filière.

Cela vaut-il aussi pour les soins infirmiers ? M^{me} Baribaud indique que c'est la seule exception, puisqu'un autre système a été mis en place spécifiquement pour cette filière, vu la pénurie existante dans ce domaine. Il s'agit non pas de compléments de revenus, mais de bourses.

M. Rey précise qu'il ne connaît pas le montant des bourses pour les soins infirmiers, mais il y a deux sources de financement, à savoir le canton et la Confédération.

La députée (S) demande si les mesures mises en place pour lutter contre la pénurie dans un secteur ne devraient pas être étendues à d'autres filières pour lesquelles il existe aussi une pénurie, par exemple dans le domaine social.

M^{me} Baribaud adhère tout à fait à cette idée et souhaitait d'ailleurs en faire la demande à la conseillère d'Etat. En travail social, les quotas ont été augmentés pour accueillir plus d'étudiants. A l'HEPIA, deux filières auraient réellement besoin d'être soutenues, à savoir l'agronomie et la technique des bâtiments. La demande étant énorme et les étudiants pas assez nombreux, il est évident qu'on se dirige vers une pénurie dans ce domaine-là aussi.

Un député (MCG) estime qu'une meilleure communication est véritablement indispensable. Beaucoup de jeunes ne se rendent pas compte du manque de débouchés de certaines filières, alors que d'autres domaines font face à une pénurie.

M^{me} Baribaud considère effectivement qu'un travail doit être fait sur la communication. Dans des filières à pénurie, comme l'informatique, certains partent avant même de terminer leur bachelor parce qu'ils trouvent une place avec un bon salaire. Selon les filières, les problématiques sont tout à fait différentes.

Un député (Ve) s'étonne qu'il n'y ait que huit objectifs pour l'ensemble des entités dans l'annexe 1.

M^{me} Baribaud explique que cela apparaît sur deux lignes dans l'annexe, mais c'est en réalité un document bien plus conséquent. Il existe des objectifs par filière au niveau des écoles. Le document dont disposent les commissaires est vraiment axé sur les conditions locales particulières.

Un député (PLR) demande si des contacts ont lieu avec le Conseil pour le développement de l'employabilité. M^{me} Baribaud le confirme et précise que la HES-SO Genève en fait partie, même si elle-même n'y est pas encore allée.

Le député (PLR) revient sur le nombre d'heures d'enseignement et demande s'il serait possible d'obtenir le nombre d'heures de présence face aux

élèves. M^{me} Baribaud explique que cela dépend des filières et des années. A un crédit ECTS sont associées 25 à 30 heures d'activité. En première année, il y a plus d'heures en classe et moins de travail indépendant, puis le ratio s'inverse au fil du cursus. Pour répondre à cette question, il faudrait élaborer un tableau de 90 cases, ce qui demandera un peu de temps, vraisemblablement quelques semaines, puisqu'un relevé devra être demandé à chaque filière.

Présentation d'un amendement du Conseil demandant une réduction annuelle de 2 millions de francs, le 25 juin 2025

Audition de M^{me} Anne Hiltbold, conseillère d'Etat, et M. Samy Jost, directeur du service des subventions, DIP

M^{me} Hiltbold explique que l'amendement du contrat de prestations vise à diminuer celui-ci de 2 millions de francs chaque année (de 2026 à 2028), en raison de discussions entre le département et la HES, en lien avec l'augmentation des taxes.

La HES prévoit une augmentation de 3 millions de francs de recettes en raison de la hausse des taxes, et l'institution dépense déjà, dans le cadre du contrat de prestations actuel, plus de 600 000 francs pour du soutien à la scolarité des élèves. La HES dispose en outre d'un système de soutien financier, qui s'ajoute à ce qui est octroyé par le service des bourses. Dans cette situation, et dans la situation qui est celle de l'Etat et qui sera présentée aux députés dans quelques mois, il a été décidé de laisser 1 million à la HES, ce qui lui permettrait de faire un peu plus de ce soutien, sans prêteriter les étudiants puisque les bourses versées couvrent des montants qui vont jusqu'à 12 000 ou 16 000 francs par étudiant selon les besoins.

L'augmentation de la taxe sera toujours couverte, pour les étudiants en difficulté, par le service des bourses et les moyens dont la HES dispose déjà. Le département est bien conscient qu'une petite incertitude demeure sur les taxes des étudiants étrangers, qui pourraient être modifiées dans quelques années si les accords bilatéraux sont acceptés. Cela pourrait diminuer légèrement le montant prévisionnel de 3 millions de francs. Cela dit, si la HES devait se trouver en grande difficulté, le département reviendrait devant la commission des finances.

Questions des députés

Un député (S) comprend mieux pourquoi ce point a été successivement reporté, à la suite des auditions du département en février et de la HES en mars dernier. Cela lui laisse un sentiment amer, dans la mesure où les députés n'ont pas été tenus au courant. Le contrat de prestations a été signé ce lundi, et il

souhaiterait obtenir des détails sur la chronologie entre l'audition du département et le 23 juin.

M^{me} Hiltbold indique que ce sont des discussions que le département a eues en séance avec la HES.

Le député (S) demande à l'initiative de qui ces discussions ont eu lieu.

M^{me} Hiltbold relève que ces discussions se sont tenues à la suite de toutes les auditions et des informations ressorties dans le cadre de la motion 3086, qui est traitée en commission de l'enseignement supérieur. Des discussions ont eu lieu avec la HES en avril déjà, puis avec le Conseil d'Etat. Des échanges ont à nouveau eu lieu avec la HES, et le contrat de prestations a été signé avant l'audition en commission. Il semblait plus opportun de le faire à la commission des finances, plutôt que de venir en plénière avec un amendement de dernière minute.

Le député (S) évoque la motion 3086, puisque M^{me} Hiltbold y fait référence comme élément déclencheur. Cette motion demandait précisément de revenir sur l'augmentation de la hausse des taxes. Il demande quel est le lien entre cette motion et la baisse substantielle du contrat de prestations.

M^{me} Hiltbold explique que cette motion demande de trouver une alternative pour ne pas augmenter les taxes. Si une telle alternative devait être trouvée, ce serait à l'Etat de mettre la différence. Il a donc plutôt été constaté que, avec l'augmentation des taxes, la HES disposerait de ressources supplémentaires pour soutenir les élèves. De plus, le montant escompté, après des calculs affinés par la HES, s'avère bien plus important que les besoins. Il n'y a par conséquent pas de raison d'allouer 3 millions de plus à la HES, alors que cette dernière dispose aujourd'hui déjà des moyens de soutenir les étudiants, et que l'Etat lui laisse encore 1 million pour aller plus loin. Si la HES bénéficie d'une augmentation de taxes, laquelle n'est pas contestée par la HES qui doit de toute façon s'y plier, cela constitue des revenus supplémentaires et l'Etat en récupère une partie, car il considère qu'un million suffirait.

Le député (S) comprend que, dans le cadre du traitement d'un objet qui demande de trouver une alternative à la hausse des taxes pour les étudiants, la réponse est non seulement qu'il n'y a pas de marge de manœuvre mais, en plus, que cette hausse va permettre de diminuer la contribution de l'Etat. Il comprend bien l'intérêt du département, si c'est sa vision pour les HES qui, pour rappel, forment des informaticiens, des infirmiers, etc., mais il comprend moins bien l'intérêt de la HES et encore moins le lien avec le traitement de ladite motion. Il se dit ébahi car, à sa connaissance, c'est la première fois dans l'histoire des hautes écoles qu'une baisse est prévue sur les contrats de prestations, alors que les besoins n'ont jamais été aussi grands. Ce sont les

étudiants qui vont en subir les conséquences. Cette situation le choque tout particulièrement.

Par ailleurs, il est d'ores et déjà acté sur le plan politique suisse que la discrimination entre étudiants indigènes et étrangers doit être effacée. Le député (S) souhaiterait connaître la part des revenus, sur les 3 millions supplémentaires estimés, qui est liée à chacune de ces deux catégories d'étudiants. Cela a dû apparaître lors du traitement de la motion 3086.

M^{me} Hiltbold précise que ce n'est pas à cause de cette motion qu'elle revient aujourd'hui avec cet amendement. De plus, il est faux de dire que l'Etat coupe dans sa subvention à la HES. Cette dernière recevra plus, mais pas autant que ce que le département avait d'abord défendu. Ce sont de toute façon des millions en plus, et la HES bénéficiera, avec la hausse des taxes, de 3 millions supplémentaires. L'Etat en retranche deux, et il en restera un. La HES ne perd pas, et l'Etat ne lui coupe aucun moyen, au contraire, il lui en donne plus.

En ce qui concerne la hausse des taxes, il s'agit d'une décision du comité gouvernemental qui a été prise parce que les cantons trouvaient qu'ils mettaient beaucoup d'argent dans les HES, que tout augmentait sans avoir forcément une augmentation proportionnelle du nombre d'étudiants. Chaque canton doit aussi faire des efforts. Cette hausse constante des coûts a donc été questionnée, et il a été proposé d'augmenter les taxes pour diminuer la part des cantons.

Le message, aujourd'hui, est que, du fait de la hausse des taxes, la HES n'a pas besoin d'autant en plus.

M. Jost indique que, sur 6000 étudiants, 1500 sont européens dont la moitié sont résidents fiscaux et 500 sont étrangers dont 250 sont résidents fiscaux. Il y a donc 5000 résidents fiscaux, ce qui correspond à 500 000 francs qui seraient payés en plus par les résidents dits étrangers. Il faut savoir que les taxes représentent 23 millions de francs sur 200 millions de chiffre d'affaires de la HES. L'estimation de 3 millions de francs a été produite par la HES-SO Genève, et elle est prudente. Cela pourrait parfaitement être 5 ou 6 millions de recettes en plus. La diminution de la subvention ne sera toutefois que de 2 millions de francs. La HES a donc déjà un million de plus, mais ce sera peut-être davantage en réalité, selon l'évolution des recettes.

Les taxes ont par ailleurs représenté 23 millions de francs en 2021, et 28 millions en 2024. La tendance est donc à la hausse. En termes de risque, il a fallu apprécier s'il était raisonnable de diminuer le contrat de prestations et, compte tenu des éléments présentés, si la tendance se poursuit, les recettes devraient continuer à augmenter. La HES dispose en outre d'un fonds de réserve doté de 11 millions, qui est stable depuis quatre ans. Le message porté par le département à chaque fois que des montants supplémentaires sont

demandés est de dire que les fonds publics sont supplétifs par rapport à toute autre source de financement. En conclusion, dans le cadre des arbitrages par rapport au PFQ et à l'effort qui est demandé au département, il paraissait raisonnable de proposer cela.

Le député (S) se souvient que la décision de la HES-SO d'augmenter ses taxes, décision qui s'impose à Genève quelle qu'ait été sa position, date de 2024. Il demande ce qu'il s'est passé dans l'appréciation du département, entre la version du contrat de prestations présenté en février et aujourd'hui. Tous ces éléments étaient en effet déjà connus.

M^{me} Hiltbold objecte que le département n'avait pas les chiffres. Les premiers chiffres d'évaluation des recettes supplémentaires n'étaient pas du tout dans ces eaux-là. Une décision a été prise en 2024 et communiquée à la HES, qui a fait ses premières estimations puis les a affinées. Le contrat de prestations est discuté depuis des mois et il a suivi le processus ordinaire, qui est assez long puisqu'il passe auprès du département, du Conseil d'Etat, de la commission. Des discussions budgétaires se sont également tenues et, entre-temps, les évaluations plus précises sont arrivées, qui démontrent que le montant est plus élevé qu'estimé. C'est la raison de cet amendement.

Le même député (S) demande quelle a été la position du département ou de ses représentants sur la question de la hausse des taxes.

M^{me} Hiltbold indique que ces décisions sont censées être unanimes et qu'elle n'a pas eu le choix. Elle a très clairement expliqué qu'elle était mal à l'aise de défendre une différenciation de l'augmentation des taxes pour les étudiants étrangers par rapport aux étudiants suisses. Elle demandait par ailleurs des efforts importants sur le travail social et, si elle n'acceptait pas la hausse, elle se retrouvait confrontée à un enjeu vis-à-vis de moyens qui devaient être alloués en amont à Genève pour le travail social. Elle a suivi car elle n'avait pas le choix. En outre, en comparaison avec les autres HES, Genève était la plus basse en termes de taxes.

Le député (S) comprend le fait de ne pas pouvoir ôter la question de la distinction. Il demande si M^{me} Hiltbold était favorable au principe de l'augmentation des taxes.

M^{me} Hiltbold le confirme. Cela dit, elle répond volontiers dans le cadre de la commission, mais ce sont des décisions qui ont été prises dans une instance politique qui ne nécessite pas qu'elle donne tous ces détails.

Le député (S) remercie M^{me} Hiltbold de la transparence dont elle fait preuve.

Un député (LC) rappelle que ce sont 2 millions par an, donc 6 millions sur la durée du contrat de prestations. En outre le contrat de prestations est signé

et il est difficile pour la commission d'entrer en matière sur d'éventuels problèmes lorsque le contrat est signé. Indépendamment de la problématique de savoir si l'augmentation était justifiée ou non, à partir du moment où c'est fait et où il y a un impact financier qui est supérieur à la baisse, compte tenu de ce qui attend l'Etat en matière de budget, cela semble être une bonne chose.

M^{me} Hiltbold revient sur la question de la signature et relève que le département ne peut pas venir vers la commission avec un contrat de prestations non signé, car les commissaires pourraient lui dire que, tant que ce n'est pas signé, ce n'est pas fixé. Le but n'est pas de mettre la commission devant le fait accompli.

Un député (UDC) demande à combien se monte l'augmentation de la taxe HES, en pour cent.

M. Jost indique que l'augmentation des recettes de la taxe est d'environ 10%.

Le député (UDC) se dit à la fois ravi et très surpris car, contrairement à ce qui est dit régulièrement dans cette commission ou celle de l'enseignement supérieur, l'augmentation des taxes ne rapporte pas rien. Quand les taxes sont augmentées de manière substantielle, cela rapporte de l'argent, ce qui permet à l'Etat de faire des économies. Il demande s'il est donc envisageable d'augmenter la taxe de l'Université de Genève, puisque cela permet de diminuer les subventions.

M^{me} Hiltbold signale qu'il n'est pas totalement possible de comparer la HES et l'université, cette dernière bénéficiant aussi de fonds de la Confédération qui sont dépendants de la proportion d'élèves étrangers, etc. Le taux de 10% qui vient d'être évoqué est tout à fait logique puisque l'augmentation fait passer la taxe de 400 à 700 francs. Il faut toutefois signaler que cela représente 1% des recettes totales de la HES. Ce n'est pas ça qui va changer complètement le fonctionnement de la HES.

Un député (S) demande l'audition de la HES-SO.

Un député (UDC) relève que le contrat de prestations a été signé par les deux parties. L'UDC souhaite ne pas retarder encore les travaux sur ce projet de loi et l'entrée en vigueur de ce contrat de prestations. Par conséquent, le député (UDC) souhaiterait voter aujourd'hui.

Le président la met aux voix l'audition de la HES-SO Genève :

Oui : 7 (2 MCG, 2 Ve, 3 S)

Non : 3 (2 UDC, 1 LJS)

Abstentions : 4 (3 PLR, 1 LC)

L'audition de la HES est acceptée.

Audition de la HES-SO Genève sur l'amendement du Conseil d'Etat, le 27 août 2025

M^{me} Daniela Di Mare Appere, directrice générale, M^{me} Claire Baribaud, directrice générale a.i., et M. Arnaud Rey, directeur des finances

Le président rappelle que les commissaires ont reçu un amendement à ce contrat de prestations de la part du Conseil d'Etat, lequel diminuait de 2 millions les indemnités pour 2026, 2027 et 2028 par rapport au projet de loi initial.

M^{me} Di Mare Appere explique en préambule qu'elle a été absente durant 10 mois pour raisons de santé et qu'elle vient de reprendre son activité. M^{me} Baribaud, qui a été directrice générale ad interim pendant cette période, a donc repris ses fonctions de directrice de l'HEPIA, mais il paraissait très important qu'elle soit présente pour cette audition dans la continuité des discussions sur le contrat de prestations, mais aussi parce qu'elle connaît très finement le système, puisqu'elle a aussi été directrice de la HEG. M. Rey a quant à lui une connaissance approfondie des mécanismes financiers et pourra répondre aux questions sur ce sujet de manière détaillée.

Pour en revenir au contrat de prestations avec l'Etat de Genève pour 2025-2028, il a été discuté et adopté dans un premier temps par le Conseil d'Etat, puis la HES-SO Genève a pris connaissance de l'amendement qui a été présenté et soumis en juin. Il n'appartient pas à la directrice générale d'une entité autonome de droit public de commenter cet état de fait. Elle en a pris connaissance et est prête à en prendre acte. Il est toutefois important de pouvoir expliquer les principaux enjeux auxquels la HES-SO Genève est confrontée, en particulier sur la question de la hausse des taxes d'études, qui a été facturée pour la première fois le 15 août 2025.

La HES-SO Genève est une entité de formation de niveau académique, centrée sur la formation professionnelle. Elle est aussi d'une certaine manière une entreprise florissante, qui contribue de manière importante à la formation de personnel professionnel hautement qualifié pour le canton de Genève essentiellement, mais aussi pour la région. Les jeunes diplômés continuent en effet à travailler à Genève et deviennent des contribuables genevois qui font marcher l'économie.

Le modèle de financement est en outre extrêmement propice à l'Etat de Genève, puisque ce dernier amène une contribution genevoise à la HES-SO romande, et reçoit en retour beaucoup plus que ce qu'il paie en investissement. Si l'on tient compte des conditions locales particulières qui ajustent la situation aux coûts genevois, ce sont 145 millions qui sont versés chaque année, et 160 millions qui sont reçus. Ce modèle fonctionne bien, et il permet, avec les

recettes produites par la HES-SO elle-même (services et offre de formation continue notamment), d'avoir un budget de fonctionnement honorable pour une telle institution.

Concernant les taxes d'études, la pertinence de l'évaluation réalisée dans un premier temps, en début d'année 2025, a pu être vérifiée. Les montants évalués à ce moment-là se confirment, soit un revenu de 3 millions par an amené par l'augmentation des taxes. Après vérification de la facturation, il s'avère que, pour une année pleine (la première en 2026), ce sont bien ces montants-là qui seront perçus.

La HES-SO Genève a également pris connaissance des différents débats parlementaires en cours sur la question des taxes, de la question urgente écrite 4039, à laquelle le Conseil d'Etat a déjà apporté une réponse, et de la motion 3086. C'est manifestement un sujet qui interpelle et intéresse les députés.

La hausse des taxes amène en théorie une recette de 3 millions annuels à la HES-SO Genève. Sur ces 3 millions, deux tiers sont maintenus au niveau de l'Etat de Genève, et l'augmentation pour la HES-SO Genève est donc d'un million. Evidemment, au vu des enjeux auxquels la HES-SO Genève est confrontée, cette dernière serait intéressée à garder une plus grande part de cette manne, non pas pour elle-même, mais pour le restituer aux étudiants en les soutenant dans leurs démarches et leurs études. Il y a à cela deux raisons, l'une sociale et de santé, et l'autre économique.

En ce qui concerne la raison sociale et de santé, il s'avère qu'il y a eu l'an passé une augmentation significative (+15%) des demandes qui entraînent dans les critères pour l'obtention des compléments au revenu qui sont mis à disposition des étudiants particulièrement précaires. A noter que ces soutiens financiers de la HES-SO Genève sont subsidiaires aux bourses cantonales délivrées par le DCS. Cela dénote une augmentation de la précarité.

En outre, un espace santé a été inauguré en octobre 2024, en présence d'ailleurs du médecin cantonal, et cet espace remporte un tel succès qu'il a fallu le compléter dans chacune des écoles pour permettre aux étudiants d'être reçus, orientés, et de rester dans le meilleur état possible pour réaliser leurs études. Ce sont des éléments importants pour la HES-SO Genève, qui souhaiterait soutenir encore davantage les jeunes par ces différents mécanismes, afin de leur permettre de rester dans le système, d'avoir une formation la plus linéaire possible, pour qu'ils soient certifiés en temps et en heure, et qu'ils puissent ainsi venir contribuer à l'économie locale.

La deuxième raison, économique, a trait au parcours de formation. Ce qui importe à la HES-SO Genève, c'est de pouvoir monitorer les parcours et de

s'assurer que les étudiants qui entrent dans le système en sortent bien avec une certification. Les analyses de cohortes récentes ont montré que certaines filières ont un taux d'échec et d'abandon trop important, par rapport à l'investissement placé dans la formation. Il est donc extrêmement important de pouvoir soutenir les étudiants, de manière qu'ils réussissent et sortent des écoles avec une certification qui leur permettra de trouver un emploi.

Dans certaines filières, en particulier celles qui nécessitent une compréhension des mathématiques ou des compétences techniques, le constat est fait que la formation professionnelle acquise avant d'entrer à la HES n'est pas toujours suffisante pour garantir un parcours linéaire et fait de réussite. Des soutiens particuliers sont prévus dans ce sens, et l'institution souhaitait augmenter cette offre. C'est ce qu'elle aurait fait si elle avait plus d'un million à disposition grâce au revenu des taxes.

Il ne s'agit pas là de saupoudrage mais bien de mesures ciblées, sur la base d'un diagnostic spécifique vis-à-vis des étudiants. Un mandat est en outre en cours, qui a été confié par le DCS à un institut de recherche appliquée sur la gestion qui est ancrée à la fois à la HES-SO Genève et à l'université, et qui vise à analyser la typologie des bourses et l'éventuel impact d'un refus d'une bourse sur la réussite de la formation. L'objectif est de vérifier si les francs investis en mesure de soutien ont un impact en matière d'échec ou de réussite.

Questions des députés

Un député (S) souhaiterait entendre M^{me} Baribaud, la directrice générale ad interim, qui a signé un contrat de prestations en novembre 2024 et qui, deux jours avant l'audition du DIP devant la commission des finances, le 23 juin, en a signé un autre, amputé de 2 millions par an, soit 6 millions en tout, ce qui est assez peu commun. Pour avoir participé à des négociations de contrat de prestations du point de vue du subventionné, il sait qu'y a aussi des rapports de force qui font que, à un moment donné, il faut signer. Cela dit, il souhaiterait entendre le point de vue de M^{me} Baribaud sur ce qu'il s'est passé entre novembre 2024 et juin 2025, étant précisé que la même question a été adressée au DIP, qui a exposé son point de vue.

M^{me} Baribaud confirme qu'elle a bien signé, avec son collègue, le contrat de prestations en novembre 2024. Ensuite, pendant plusieurs mois, la HES-SO Genève n'a pas reçu de nouvelles, si ce n'est que le DIP a confirmé en commission que l'institution pourrait conserver ces montants. Il y a certainement eu des difficultés internes au DIP ou à l'Etat de Genève, auxquelles M^{me} Baribaud n'a pas été associée. Puis, au mois de mai, lors d'une séance qui n'avait rien à voir avec le contrat de prestations, elle a été informée

que le DIP garderait probablement une partie des taxes. A la suite de cela, elle a rédigé une note expliquant pourquoi la HES-SO Genève souhaitait conserver ces montants et pourquoi elle en avait réellement besoin. Elle n'a ensuite plus reçu de nouvelles jusqu'à un coup de téléphone qui lui annonçait que le contrat allait arriver dans sa boîte aux lettres et que celui-ci serait amputé de 2 millions par an, sans plus d'explications. M^{me} Baribaud n'a pas remis en cause la décision du DIP, qu'elle estime supérieure, raison pour laquelle elle-même et son collègue ont signé. Néanmoins, c'est extrêmement problématique.

Le député (S) comprend qu'il n'y a donc pas eu de discussion sur des arbitrages sur les prestations qui ne pourraient plus être assurées, ni de négociation sur le montant.

M^{me} Baribaud confirme cela. De plus, lors des réunions qui se sont tenues entre le DIP et la HES entre novembre et mai, les discussions allaient toujours dans le même sens, à savoir que la HES pourrait conserver l'entièreté du montant. C'est la raison pour laquelle, lorsque la nouvelle lui a été annoncée, elle a rédigé un argumentaire expliquant pourquoi la HES avait besoin de cet argent, mais ce dernier n'a manifestement pas été suivi.

Le même député (S) se réfère aux prestations qui ne pourront pas être déployées, ou en tout cas pas en totalité. Il imagine que ce point est au cœur de la note évoquée, et demande s'il serait possible de l'obtenir.

M^{me} Baribaud relève que la situation est paradoxale. L'augmentation des taxes découle d'une décision de conseillers d'Etat, et non des directeurs généraux des HES, décision qu'elle ne remet d'ailleurs pas en cause.

Le député (S) signale que le DIP a dit avoir soutenu l'augmentation des taxes pour la HES-SO, comme tous les autres conseillers d'Etat chargés des hautes écoles en Suisse occidentale. Il demande quelle est la position de la HES-SO Genève quant à l'augmentation des taxes.

M^{me} Baribaud explique que les directeurs des écoles y sont clairement opposés. La première raison est que l'université, elle, n'augmente pas ses taxes. De plus, cela demande une logistique informatique importante à mettre en place. S'ajoute à cela le fait que les étudiants des HES viennent de familles qui ne sont pas particulièrement aisées. Pour eux, 200 francs de plus par semestre, c'est énorme. L'exercice n'a pas encore été fait, mais on peut imaginer que, avec de telles taxes, ce sera plus difficile pour eux de s'en sortir financièrement et qu'ils vont donc devoir faire appel à des compléments de revenus, et que le million qui reste à la HES-SO Genève sera entièrement utilisé pour ça. Ça fait donc jeu blanc pour l'institution, mais avec une réputation qui n'est pas très bonne, puisqu'on s'adresse à une population qui n'est pas issue de milieux extrêmement favorisés.

La HES-SO souhaitait faire deux choses avec cet argent, à savoir accompagner davantage les étudiants en augmentant les compléments de revenus parce qu'ils sont dans la difficulté (les étudiants du travail social l'ont suffisamment rappelé, notamment au travers de manifestations, soutenus par leur directeur) et les soutenir dans leur formation puisqu'il a été constaté que le niveau des étudiants depuis le covid s'est effondré. Le DIP est d'ailleurs aux premières loges pour l'observer. Les raisons sont multiples, mais le constat est que les étudiants qui arrivent dans les écoles ont un niveau terriblement bas. Face à ce problème, tous les directeurs ont mis en place, sans se concerter, des cours de soutien pour que les étudiants puissent entrer en 1^{re} année avec un taux d'échec plus bas. En effet, les échecs font diminuer le niveau de toute la classe, et un nombre plus faible d'étudiants sont diplômés, ce qui va à l'encontre de la mission de la HES-SO qui est de former de jeunes diplômés.

En conclusion, l'argent des taxes devait servir à accompagner les étudiants en développant encore l'espace santé, puisque les étudiants sont confrontés à d'énormes problèmes de santé physique mais aussi psychologique, en développant également un pôle social, car beaucoup ont des problèmes de surendettement, et à dispenser des cours de soutien pour leur permettre de réussir leurs études. Sans cela, dans trois ou quatre ans, il y aura vraiment un problème de diplômés, et c'est inquiétant.

Par ailleurs, la HES-SO Genève aurait préféré, quitte à ce que le DIP prenne cet argent, que le montant ne soit pas défini sur un taux fixe mais sur un taux variable, car, si la taxe augmente beaucoup, il y aura moins d'étudiants étrangers, mais l'institution devra rétrocéder à l'Etat la même somme, ce qui abaissera son résultat. Il faut également tenir compte des négociations avec l'Europe, en vertu desquelles il est tout à fait possible que les étudiants européens soient taxés comme les Suisses, ce qui diminuerait le montant total alors que la coupe du DIP resterait la même. Cette situation n'est pas idéale.

Le député (S) comprend que les hautes écoles spécialisées n'ont pas voix au chapitre sur les taxes, et c'est une décision qui échappe d'ailleurs aussi au pouvoir législatif. En substance, la HES-SO Genève, comme toutes les hautes écoles concernées, n'était pas favorable à la hausse des taxes. Cette dernière a été décidée et elle s'impose. Ce sont 3 millions de francs qui sont pris dans les poches des étudiants et de leurs parents, et donc des contribuables. La HES-SO Genève souhaitait que cette somme leur revienne à travers des prestations sociales, de santé et de formation, mais le DIP a dit qu'il avait besoin de faire des économies et qu'il allait donc prendre les deux tiers pour lui.

M^{me} Baribaud souligne qu'il lui est difficile de juger des motifs du DIP, puisqu'elle ne les connaît pas. Ils sont certainement très valables. Néanmoins, pour la HES-SO Genève, ils sont difficilement compréhensibles.

Un député (PLR) rappelle que la décision a été prise par le comité intergouvernemental, et pas uniquement par le canton de Genève. Il a très clairement été dit par M^{me} Hiltpold au mois de juin que, s'il y avait une différence par rapport aux 3 millions, justifiée par la problématique des étudiants étrangers, un crédit supplémentaire pourrait être demandé à la commission des finances.

Un député (Ve) relève que certaines branches n'existent que dans certaines HES et pas partout. Il demande comment cela se passe si des étudiants sont envoyés d'un canton à un autre et si une rétrocession ou un forfait sont prévus dans ce cas.

M. Rey explique que des étudiants sont envoyés dans le réseau, et d'autres sont accueillis. La répartition se fait sur la base de forfaits pour les étudiants envoyés, respectivement accueillis. Si un étudiant genevois va étudier à Yverdon, par exemple, le canton de Genève paiera un forfait pour l'envoyer. Un décompte annuel est réalisé.

M^{me} Di Mare Appere ajoute que la situation de la HES-SO Genève est très positive, mais qu'elle induit un coût légèrement augmenté pour l'Etat pour les prochaines années. L'ensemble des filières y sont enseignées, ce qui n'est pas le cas des autres HES-SO, et la croissance des effectifs est constante. C'est un élément très positif dans le sens où l'institution forme beaucoup, ce qui génère une augmentation de budget dû à la croissance des effectifs, mais elle coûte aussi un peu plus cher que par le passé.

Le député (Ve) fait référence au budget de la page 17 de la convention d'objectifs. Il demande si ce dernier a été adapté en fonction des nouvelles évolutions, c'est-à-dire des taxes qui ont augmenté ou de la subvention qui a diminué. M. Rey précise que ce tableau vaut pour toute la Suisse romande.

Le député (Ve) souhaiterait savoir où se retrouve l'augmentation des taxes et l'évolution de la subvention dans les tableaux des revenus et des charges. M. Rey explique qu'un saut est visible pour les taxes d'études à partir de 2026. Elles passent de 12,8 millions de francs au budget 2025 à 15,8 millions au plan financier 2026, soit une différence de 3 millions, comme indiqué.

Au député (Ve) qui demande où apparaît la subvention de l'Etat, M. Rey indique qu'elle se retrouve au niveau 46, sous « indemnité cantonale ». Il est tenu compte de la coupe de 2 millions à partir de 2026.

Une députée (PLR) se réfère à l'étude sur la question des bourses qui a été évoquée. Elle souhaiterait savoir à quel moment les résultats de cette dernière seront connus.

M^{me} Di Mare Appere indique que le mandat vient d'être signé. Elle peut regarder si elle retrouve le mandat maintenant, et sinon elle pourra répondre

par écrit. Dans tous les cas, les études de l'IREG sont en général courtes. M^{me} Baribaud confirme que c'est sur un semestre ou une année académique.

La députée (PLR) demande s'il y a un lien quelconque avec d'autres études qui seraient menées par le DCS afin de comprendre les raisons pour lesquelles les jeunes ont des difficultés financières. Elle comprend que l'étude s'inscrit donc sur un court terme. M^{me} Di Mare Appere pense que c'est effectivement un court terme et pourra le confirmer. Cela entre probablement dans l'articulation d'une vision globale, car l'un des partenaires de cette étude est l'Hospice général, qui est également concerné par la question du surendettement notamment.

La députée (PLR) revient sur les cours de soutien évoqués. Elle souhaiterait obtenir plus de détails sur la forme que prennent ces cours et sur leur coût, s'il peut être évalué.

M^{me} Baribaud propose de donner l'exemple de l'école d'ingénieurs. Depuis l'an dernier, et cela a été confirmé cette année, trois semaines de cours sont proposées avant la rentrée. Ce sont trois heures de mathématiques tous les matins, et des devoirs l'après-midi. Ces cours sont entièrement gratuits pour les étudiants. La première année où cela a été mis en place, l'institution pensait avoir 25 inscrits dans le meilleur des cas, et il y en a eu 100. Une corrélation a par ailleurs pu être établie entre ceux qui suivent les cours et ceux qui réussissent les mathématiques à la fin de la première année. Ce n'est qu'une statistique d'une année et ce n'est donc pas suffisant, mais les premiers chiffres montrent clairement que ça leur apporte quelque chose. Parallèlement, toutes les écoles d'ingénieurs de la HES-SO font face à la même problématique. Ce qui a été décidé au niveau des écoles d'ingénieurs est de faire un cours de mathématiques spéciales à partir de 2027, pour tous les étudiants qui ont des problèmes. L'objectif sera de les arrêter au bout du 1^{er} semestre, de leur faire suivre des cours de maths et de physique, pour qu'ils puissent reprendre ensuite et assurer leur succès. Les écoles d'ingénieurs le feront ensemble et financeront chacune une partie de ce cours.

La députée (PLR) demande si cela signifie que ces étudiants ne feront pas le 2^e semestre. M^{me} Baribaud explique que, actuellement, à l'HEPIA, les étudiants reçoivent le cours avant de commencer et ne sont donc pas arrêtés dans leur cursus. Toutefois, le problème est si important que la question se pose de les laisser faire le 1^{er} semestre, puis, s'ils ont vraiment trop de problèmes, de leur proposer une mise à niveau sur le semestre de printemps, et de reprendre l'année suivante. Sans cela, il est certain que ce sont des étudiants que les écoles vont perdre. Quand on voit que le taux d'échec est à 40%, il faut se méfier car il y a beaucoup d'abandons. Souvent, les étudiants ne vont pas

jusqu'à l'échec mais arrêtent avant. Or, s'ils avaient pu être accompagnés, ils auraient pu terminer.

Chaque école développe ses cours en fonction de ses spécificités. Par exemple, à l'école de santé, ce sont des cours d'anatomie qui sont donnés, à l'école de travail social des cours de français, car les jeunes ont de grandes difficultés à rédiger. La conseillère d'Etat a d'ailleurs fait le même constat pour l'école qui précède la HES. Le problème est général.

M^{me} Di Mare Appere ajoute que le renforcement de ces dispositifs d'appui s'élèverait à 800 000 francs, pour pouvoir le développer tel qu'il a été imaginé.

La députée (PLR) demande si cela inclut le semestre d'arrêt. M^{me} Baribaud répond que le semestre d'arrêt n'est pas encore mis en place. Pour l'instant, c'est uniquement au niveau de Genève, pour 800 000 francs effectivement. Si cela se faisait au niveau du domaine, ce serait peut-être un peu plus cher, mais ce serait pris en charge par les écoles d'ingénieurs.

La députée (PLR) comprend que le montant évoqué correspond à la forme actuelle des cours de soutien. Elle demande par ailleurs si des chiffres existent sur la longueur moyenne des études, puisque c'est une donne qui a changé au secondaire II.

M^{me} Di Mare Appere explique qu'un suivi longitudinal de cohorte a été mis en place de longue date. Il s'agit d'observer l'entrée en formation des jeunes et le suivi jusqu'à la certification. Ces chiffres ont été mis à jour et quelques vérifications sont à faire. Elle pourrait d'ailleurs volontiers venir présenter le suivi longitudinal à la commission, si cela intéresse les députés.

Pour la HES-SO Genève, de manière globale, la durée moyenne des études est de 3,3 années, ce qui reste acceptable. Les études ont tendance à se prolonger dans le domaine du travail social, pour atteindre 3,5 ans. Ensuite, au sein même des écoles, les variations sont importantes en fonction des filières. Certaines sont très efficaces, et d'autres rencontrent plus de difficultés. Sur des métiers à pénurie, dans les sciences informatiques au sens large ou l'économie de gestion, il existe des difficultés.

M^{me} Baribaud confirme ces chiffres. La moyenne est effectivement de 3,3 ans. Cela dit, la filière économie d'entreprise de la HEG compte 800 étudiants qui finissent généralement en 3 ans. Dans la pondération totale, cette filière a un grand poids, vu le nombre d'étudiants. En informatique de gestion, les étudiants sont beaucoup moins nombreux, mais le taux d'échec est supérieur à 50% et la durée des études dépasse 3 ans. Or, il y a un grand besoin d'informaticiens. Le chiffre moyen n'est pas représentatif de la difficulté qui change d'une filière à l'autre.

La députée (PLR) demande, compte tenu de ces informations, comment il est possible d'imaginer faire arrêter les étudiants pour un semestre, vu aussi les difficultés financières des étudiants qui devraient financer eux-mêmes leur formation ou des familles qui ont peu de moyens.

M^{me} Baribaud précise que cela n'a pas été évoqué au niveau de la HES-SO Genève. C'est une discussion entre écoles d'ingénieurs, parce qu'il est illusoire d'imaginer que des étudiants qui ont 2 ou 2,5 en maths et en physique vont pouvoir aller au bout de leur formation. C'est une situation de non-choix : soit ils arrêtent la formation, soit une solution est proposée. Le but n'est pas de les sortir tous après le 1^{er} semestre, au contraire, et cela ne s'appliquerait qu'aux cas extrêmes, qui existent néanmoins.

M^{me} Di Mare Appere ajoute qu'il s'agit de passer d'un constat dû presque à une myopie du système quant à l'augmentation du taux d'échec, à une démarche plus prospective, avec un accompagnement de ces jeunes qui a un coût à un moment donné, mais qui leur permet d'obtenir leur certification. Le pire scénario serait qu'ils décrochent.

Un député (PLR) observe que l'augmentation par rapport au précédent contrat de prestations est d'environ 10 millions dont 8 sont dus aux mécanismes salariaux qui découlent de la LPAC. Il demande si la HES-SO Genève serait prête à sortir de la LPAC.

M^{me} Di Mare Appere précise qu'elle répond à titre personnel et à chaud. Une sortie de la LPAC lui semble difficile, ce d'autant plus que l'autre grande haute école au niveau du volume d'activité de son personnel, qui est l'UNIGE, est soumise à la LPAC également.

Le député (PLR) revient sur les propos de M^{me} Baribaud, qui s'inquiétait de la perception des taxes pour les étudiants étrangers, qui pourrait faire varier les 3 millions estimés. M^{me} Hiltbold a confirmé qu'un crédit supplémentaire pourrait survenir, le cas échéant. Il demande si, dans le cas inverse, c'est-à-dire si les taxes rapportaient davantage, la HES-SO Genève serait prête à entrer en matière pour une restitution à l'Etat.

M^{me} Baribaud souligne qu'il est peu probable que cela arrive. M. Rey explique qu'il y a dans tous les cas un mécanisme de restitution. Tout ce qui dépasse est retourné au canton.

Le député (PLR) relève que cela ne concerne pas les taxes spécifiquement, mais le contrat de prestations dans son ensemble.

M^{me} Di Mare Appere indique que, par principe, si la HES-SO Genève pêche pour un taux variable, il n'est pas possible de changer la méthodologie lorsqu'elle n'est plus profitable à l'institution. Ainsi, bien sûr, la situation serait maintenue en toute circonstance, toutes choses égales par ailleurs. Cela étant

dit, une augmentation forte des revenus des taxes est peu probable. Une forte croissance des effectifs a été constatée ces dernières années, qui se tasse maintenant. Il s'agit plutôt de se battre pour rester à un niveau d'effectifs constant, en les augmentant dans les filières à pénurie. Une grande augmentation d'effectifs est peu vraisemblable, à moins qu'une haute école d'un autre canton vienne à fermer. Il ne faut pas non plus s'attendre à voir beaucoup plus d'étrangers que dans la répartition actuelle, qui est relativement stable d'année en année.

Un député (MCG) demande s'il existe une obligation d'admettre les étudiants sur le territoire ou si des limitations sont en vigueur en fonction du nombre de classes et des dispositifs. Par exemple, si un élève souhaite s'inscrire dans la filière informatique et que les classes sont pleines, il souhaiterait savoir si celui-ci serait obligatoirement admis ou non.

En relation avec cette question, il demande s'il existe une possibilité d'augmenter le dispositif et si cela aurait un sens.

M^{me} Di Mare Appere explique que certaines filières sont régulées. Pour ces dernières, des quotas sont discutés tous les quatre ans au niveau de la HES-SO et doivent être appliqués. Ils donnent lieu à un volume financier, mais aussi à la traduction des quotas en effectifs (notamment pour le travail social ou la santé). Les augmentations prévues le sont de manière régulée pour toute la HES-SO. D'autres filières ne sont pas régulées, en particulier pour les métiers à pénurie. Il n'existe pas d'obligation d'admettre les personnes sur le territoire, mais les écoles ont tout intérêt à le faire lorsque ces jeunes répondent aux critères.

M^{me} Baribaud ajoute que, s'il y a davantage d'étudiants que ce qui était prévu, davantage de groupes sont créés. M^{me} Di Mare Appere précise que cela se fait en maintenant le taux d'encadrement.

Un député (S) relève que la croissance des effectifs puis sa stabilisation ont été évoquées, ce qui n'est pas anodin dans le contexte de hausse des taxes et de coupes du Conseil d'Etat. Il demande si le nombre de diplômés connaît la même tendance. En général, avec le covid, la durée des études a augmenté et les effectifs d'étudiants, par conséquent, ont augmenté aussi, ce qui ne signifie pas forcément que le nombre de diplômes suit la même tendance.

M^{me} Di Mare Appere relève qu'elle reviendra volontiers présenter l'analyse des cohortes, mais cette dernière n'est pas encore suffisamment stabilisée. Le taux de diplômés au sens large s'est maintenu, sous réserve des difficultés d'abandon et d'allongement des parcours. L'interdépendance avec l'allongement des parcours s'est en revanche fait sentir, et ce sont des coûts supplémentaires. Elle pourra transmettre cette analyse.

Prises de position et vote sur le PL 13579, le 3 septembre 2025

Au nom de son **groupe S**, un député relève, à titre liminaire, la qualité de la documentation transmise, tant sur les effectifs et les diplômés que sur ce projet de loi, sur l'amendement du Conseil d'Etat et sur les prestations sociales, de santé et de formation qui ne pourront pas être déployées en raison du hold-up réalisé par le DIP.

Sur la forme, le groupe socialiste s'indigne de la méthode utilisée, qui est digne du Far West. Le contrat de prestations a fait l'objet d'une audition du DIP en février puis, trois semaines plus tard, de la HES. Or, deux mois plus tard, 48 heures avant que la commission ne vote, la signature à peu près contrainte d'un nouveau contrat de prestations est intervenue, avec les mêmes objectifs, mais une subvention amputée de 2 millions de francs par an dès 2026, au détriment de la HES-SO et au bénéfice du département.

Sur le fond, ce sujet hautement politique s'inscrit dans le contexte d'une hausse des taxes de la HES-SO dans son ensemble, décidée – la réalité institutionnelle et politique le veut ainsi – hors de tout contrôle démocratique. Cette augmentation, qui n'avait pas les faveurs de la HES-SO Genève, a été décidée dans le cadre du concordat intercantonal et donc sans capacité de contrôle démocratique. Cette hausse devait générer 3 millions de francs. La HES-SO Genève, qui y était opposée, avait prévu, pour limiter la casse sachant que cela revient à faire les poches des étudiants et de leurs parents, d'allouer la totalité de ce montant à des prestations sociales, de santé et de formation. C'était la moindre des choses face à une hausse contrainte, mais c'était sans compter que le département, non content d'avoir augmenté les taxes, viendrait se servir directement dans les poches de ceux qui la subissent.

Le **groupe PLR** estime qu'il faut décorréliser les deux questions, à savoir le contrat de prestations d'un côté et la question de la hausse des taxes de l'autre. Cette dernière divise les groupes, mais ce n'est pas ici la question centrale. La hausse des taxes n'est pas non démocratique comme cela a été dit, mais résulte d'un concordat intercantonal. Même si Genève n'y est pas favorable, les autres cantons l'ont acceptée majoritairement et il n'y a pas à s'y opposer, puisque la majorité décide. Encore une fois, il faut décorréliser ces deux aspects, car ce n'est pas la question qui est posée à la commission aujourd'hui.

Comme cela a été évoqué la semaine dernière, le constat est fait, à la HES comme à chaque niveau de formation malheureusement, de difficultés avec les connaissances de base des élèves. On peut évidemment le regretter et c'est un problème qui doit absolument être corrigé, mais il faut le faire en amont, et pas au moment où les élèves arrivent à la HES. Même s'il est bien sûr tout à fait positif de mettre en place des cours d'appui, il faut aussi considérer le fait que

cela prolonge parfois leurs études. La piste a d'ailleurs été évoquée de faire sortir certains d'entre eux pendant six mois, alors que la durée des études ne cesse de s'allonger, et que la HES dit en même temps que ces étudiants souffrent de difficultés financières. Le fait de prolonger un parcours, de faire entrer des étudiants qui n'ont pas les bases suffisantes pour mener à bien des études à la HES et attendre d'eux qu'ils réussissent le plus rapidement possible est contradictoire. Si des moyens doivent être mis quelque part, c'est en amont pour pallier ces difficultés. En conclusion, le PLR soutiendra ce contrat de prestations avec l'amendement du Conseil d'Etat.

Le **groupe LJS** s'étonne des débats qui ont eu lieu. Au départ, les négociations avaient été menées de part et d'autre et avaient abouti à un accord. Tout semblait bien fonctionner et, au dernier moment, le Conseil d'Etat a décidé de couper une partie des montants. La hausse des taxes n'était pas voulue par les HES, qui doivent pourtant l'assumer, ce qui pose un certain nombre de problèmes. Etant donné l'urgence dans laquelle les choses se sont faites, alors que le contrat de prestations avait été bien négocié, il apparaît que la manière est fortement cavalière et il semble peu correct que la HES ait été mise sous pression pour signer une nouvelle convention. De plus, le contrat de prestations reste sur 35 millions en 2025, puis perd 2 millions en 2026, 2027 et 2028, ce qui est étonnant. Pour ces raisons, de forme et de fond, le groupe LJS refusera l'amendement et acceptera le subventionnement prévu au départ.

Au nom de son **groupe Ve**, un député relève qu'il était assez hallucinant d'entendre la HES-SO Genève la semaine dernière. Le département leur a fait un bébé dans le dos, sans aucune concertation. C'est le pire moment, actuellement, pour économiser sur la formation, qui plus est sur celle dispensée par les HES. Les Verts refuseront donc également cet amendement du Conseil d'Etat et ce n'est qu'à cette condition qu'ils voteront ce projet de loi.

Au nom de son **groupe LC**, un député s'associe par ailleurs aux remarques émises sur la façon de procéder, qui n'est certainement pas la meilleure manière de négocier. Toute la problématique, au-delà de la question de la nécessité d'augmenter ces taxes, tient à l'affectation de ces montants au soutien des élèves qui ont de plus en plus de difficultés. Il paraît indispensable de le faire pour remettre cette jeunesse sur les rails. Si on analyse froidement les chiffres, le contrat de prestations prévoit tout de même une augmentation de 8 millions par rapport au précédent. La HES-SO dispose en outre d'un fonds de réserve de 10 millions. De plus, la dernière partie de la note indique que l'institution elle-même aurait souhaité 1,5 million sur trois, pour faire face aux nécessités théoriques de ces prochains mois, sous réserve bien entendu de la réalité des entrées financières liées à l'augmentation des taxes. Pour toutes ces

raisons, Le groupe LC soutiendra l'amendement du Conseil d'Etat, mais il votera le projet de loi même si l'amendement est refusé.

Le **groupe MCG** estime qu'il faut faire un effort considérable en faveur de la formation professionnelle. C'est un investissement dans l'avenir. Malheureusement, le Conseil d'Etat donne un très mauvais signal et prend une position négative, d'autant plus qu'une partie du montant qui serait supprimé serait destinée à soutenir les élèves dans leur formation, selon les informations fournies la semaine dernière. La politique est top timide en la matière, du point de vue du MCG. Ce n'est vraiment pas dans ce secteur-là qu'il faut couper dans les dépenses. D'autres domaines au sein de l'Etat de Genève peuvent faire l'objet de réductions, mais en tout cas pas en faisant des coupes aveugles. Le MCG rejettera donc l'amendement et votera le PL dans son état initial.

Au nom de son **groupe UDC**, un député pensait que l'amendement du Conseil d'Etat coulait tellement de source qu'il n'aurait pas à prendre la parole. Il trouve regrettable qu'on se dirige vers un refus de cet amendement, lequel a été largement justifié par le Conseil d'Etat, qui s'en est longuement expliqué. L'UDC est de toute façon pour les augmentations des taxes d'étudiants et même plus fortement que ce qui a été fait. L'augmentation évoquée n'est rien par rapport à ce que les étudiants devraient subir au regard des autres cantons suisses, par exemple Saint-Gall. Si l'amendement est refusé, le groupe UDC refusera le contrat de prestations.

Deux commissaires (S et PLR) ont souhaité exprimer leur propre sensibilité sur le sujet.

Un député (PLR) fait remarquer que c'est exactement pour cela qu'on en arrive à proposer des lois corsets. Certains veulent des augmentations de prestations, alors qu'il n'y a pas vraiment de raison de les augmenter. S'il n'y avait pas eu cette augmentation des taxes, il n'y aurait pas d'augmentation des prestations. Dans le contrat de prestations initial, cela ne figurait pas. Sur les 3 millions des taxes, la HES en conserve un, alors que le Conseil d'Etat aurait très bien pu garder les trois. C'est la même problématique que tout à l'heure avec les TPG ; ils ont 21 millions de rentrées, et le département aurait très bien pu leur dire aussi de tout garder, ce qui n'aurait pas été très cohérent.

Une députée (S) relève que, sur le fond, cette décision du département est absolument incompréhensible. Les HES auraient largement de quoi faire avec ces 2 millions que le département veut leur retirer, notamment pour soutenir les étudiants dont la précarité s'aggrave. Les représentants de la HES ont alerté la commission la semaine dernière encore quant à la situation très difficile vécue par leurs étudiants. Ces montants leur permettraient de les soutenir, en

particulier dans le contexte d'une hausse des taxes décidée au niveau intercantonal.

Sur la forme, la députée (S) se dit assez stupéfaite, d'autant plus que le Conseil d'Etat explique année après année que les contrats de prestations sont un dialogue, une discussion qui est menée en collaboration entre le Conseil d'Etat et l'autorité subventionnée, lors de laquelle un accord est trouvé sur les montants et sur les prestations. Or, dans le cas présent, les députés apprennent que le département a décidé unilatéralement, sans aucune concertation avec l'entité subventionnée, de baisser le montant de la subvention sans discussion sur les prestations à fournir. C'est une manière de procéder inqualifiable et c'est surtout totalement contraire à ce qu'a toujours expliqué le Conseil d'Etat en matière de bonnes pratiques dans la négociation des contrats de prestations.

Amendement du PL 13579, présenté par le Conseil d'Etat

Art. 2, al. 1 (nouvelle teneur)

¹ L'Etat verse à la HES-SO Genève, sous la forme d'une indemnité monétaire d'exploitation au sens de l'article 2 de la loi sur les indemnités et les aides financières, du 15 décembre 2005, les montants suivants :

35 187 886 francs en 2025

33 351 038 francs en 2026

33 480 692 francs en 2027

33 555 020 francs en 2028

Votes

1^{er} débat

Le président met aux voix l'entrée en matière du PL 13579 :

Oui : 15 (2 UDC, 4 PLR, 1 LC, 2 MCG, 1 LJS, 2 Ve, 3 S)

Non : –

Abstentions : –

L'entrée en matière est acceptée.

2^e débat

Le président procède au vote du 2^e débat :

Titre et préambule pas d'opposition, adopté

Art. 1 pas d'opposition, adopté

Le président soumet au vote l'amendement du Conseil d'Etat à l'article 2 :

Oui : 7 (2 UDC, 4 PLR, 1 LC)

Non : 8 (2 MCG, 1 LJS, 2 Ve, 3 S)

Abstentions : –

L'amendement est refusé.

Le président soumet au vote l'article 2 tel que proposé dans le PL initial :

Oui : 8 (2 MCG, 1 LJS, 2 Ve, 3 S)

Non : 7 (2 UDC, 4 PLR, 1 LC)

Abstentions : –

L'article 2 est accepté.

Art. 3 pas d'opposition, adopté

Art. 4 pas d'opposition, adopté

Art. 5 pas d'opposition, adopté

Art. 6 pas d'opposition, adopté

Art. 7 pas d'opposition, adopté

Art. 8 pas d'opposition, adopté

Art. 9 pas d'opposition, adopté

Art. 10 pas d'opposition, adopté

Art. 11 pas d'opposition, adopté

3^e débat

Le président met aux voix l'ensemble du PL 13579 :

Oui : 9 (1 LC, 2 MCG, 1 LJS, 2 Ve, 3 S)

Non : 4 (2 UDC, 2 PLR)

Abstentions : 2 (2 PLR)

Le PL 13579 est accepté.

Annexe consultable sur internet :

Contrat de prestations :

[https://ge.ch/grandconseil/data/texte/PL 13579_annexes.pdf](https://ge.ch/grandconseil/data/texte/PL_13579_annexes.pdf)

ANNEXE 1

REPUBLIQUE ET CANTON DE GENEVE
Département de l'instruction publique, de la formation et de la jeunesse

Amendement PL 13579**Projet de loi accordant une indemnité à la Haute école spécialisée de Suisse occidentale – Genève pour les années 2025 à 2028****Art. 2 (alinéa 1, nouvelle teneur)**

¹ L'Etat verse à la HES-SO Genève, sous la forme d'une indemnité monétaire d'exploitation au sens de l'article 2 de la loi sur les indemnités et les aides financières, du 15 décembre 2005, les montants suivants :

35 187 886 francs en 2025

33 351 038 francs en 2026

33 480 692 francs en 2027

33 555 020 francs en 2028



Contrat de prestations 2025-2028

entre

- **La République et canton de Genève (l'État de Genève)**

représentée par

Madame Anne Hiltbold, conseillère d'État chargée du département de l'instruction publique, de la formation et de la jeunesse (le département),

d'une part

et

- **La Haute Ecole spécialisée de Suisse occidentale - Genève**

ci-après désignée **HES-SO Genève**

représentée par

Madame Claire Baribaud, directrice générale ad interim et
Monsieur Andrea Baranzini, directeur général ad interim

d'autre part

TITRE I - Préambule

Introduction

1. Conformément à la loi sur les indemnités et les aides financières (LIAF), du 15 décembre 2005, le Conseil d'État de la République et canton de Genève, par voie du département de l'instruction publique, de la formation et de la jeunesse, entend mettre en place des processus de collaboration dynamiques, dont les contrats de prestations sont les garants. Le présent contrat de prestations est établi conformément aux articles 11 et 21 de la LIAF.

But des contrats

2. Les contrats de prestations ont pour but de :

- déterminer les objectifs visés par l'indemnité;
- préciser le montant et l'affectation de l'indemnité consentie par l'État ainsi que le nombre et l'échéance des versements;
- définir les prestations offertes par la HES-SO Genève ainsi que les conditions de modification éventuelles de celles-ci;
- fixer les obligations contractuelles et les indicateurs de performance relatifs aux prestations.

Principe de proportionnalité

3. Les parties tiennent compte du principe de proportionnalité dans l'élaboration du contrat en appréciant notamment :

- le niveau de financement de l'État par rapport aux différentes sources de financement de la HES-SO Genève;
- l'importance de l'indemnité octroyée par l'État;
- les relations avec les autres instances publiques.

Principe de bonne foi

4. Les parties s'engagent à appliquer et à respecter le présent contrat et les accords qui en découlent avec rigueur et selon le principe de la bonne foi.

TITRE II - Dispositions générales

Article 1

*Bases légales,
réglementaires et
conventionnelles*

Les bases légales, réglementaires et conventionnelles relatives au présent contrat de prestations sont :

- la loi fédérale sur l'encouragement des hautes écoles et la coordination dans le domaine suisse des hautes écoles (LEHE), du 30 septembre 2011 (RS 414.20);
- la loi sur la Haute école spécialisée de Suisse occidentale – Genève (LHES-SO-GE), du 29 août 2013 (C 1 26);
- la convention intercantonale sur la Haute école spécialisée de Suisse occidentale (CHES-SO), du 26 mai 2011 (C 1 27);
- la convention d'objectifs quadriennale 2025 à 2028 (en cours de validation);
- le mandat de prestations entre le rectorat de la HES-SO et la HES-SO Genève pour la période 2025-2028 (en cours de validation);
- la loi sur la gestion administrative et financière de l'État (LGAF), du 4 octobre 2013 (D 1 05);
- la loi sur la surveillance de l'État (LSurv), du 13 mars 2014 (D 1 09);
- la loi sur les indemnités et les aides financières (LIAF), du 15 décembre 2005 (D 1 11);
- le règlement d'application de la loi sur les indemnités et les aides financières (RIAF), du 20 juin 2012 (D 1 11.01);
- la convention d'adhésion à la caisse centralisée, du 6 novembre 2017;
- le règlement interne sur les finances de la HES-SO Genève, du 28 juin 2016.

Article 2

Cadre du contrat

Le présent contrat s'inscrit dans le cadre du programme F05 "Hautes écoles".

Article 3*Bénéficiaire*

1. La HES-SO Genève est un établissement autonome de droit public doté de la personnalité morale placé sous la surveillance du Conseil d'Etat qui l'exerce par l'intermédiaire du département de l'instruction publique, de la formation et de la jeunesse. La HES-SO Genève constitue une haute école au sens de la convention intercantonale sur la Haute école spécialisée de Suisse occidentale, du 26 mai 2011.
2. La HES-SO Genève s'organise elle-même, fixe ses priorités et ses modalités d'action et est responsable de sa gestion dans le cadre des orientations, principes et règles stipulés par la loi, dans le respect des dispositions pertinentes du droit fédéral, de la convention intercantonale et du cadre normatif fixé par la HES-SO.

Titre III - Engagement des parties

Article 4

Prestations attendues du bénéficiaire

La HES-SO Genève s'engage à fournir les prestations suivantes :

- A. Les prestations relevant du mandat de prestations 2025-2028 entre le Rectorat de la HES-SO et la HES-SO Genève.
- B. Les prestations spécifiques relevant de la stratégie cantonale :
 1. les prestations spécifiques s'inscrivant dans le cadre de la loi fédérale relative à l'encouragement de la formation dans le domaine des soins infirmiers du 16 décembre 2022, pour contribuer à pallier la pénurie d'étudiantes et d'étudiants. Il s'agit en particulier du premier train de mesure visant à (a) attirer des futurs candidates et candidats ; (b) les maintenir en études ; (c) favoriser les reconversions professionnelles à travers un soutien financier spécifique;
 2. en collaboration avec l'Université de Genève et pour le développement de la mission de l'Office de promotion des industries et technologies (OPI), stimuler la créativité autour de projets industriels innovants;
 3. financer les indemnités de stage pour les étudiantes et étudiants HES de la HEdS;
 4. continuer à développer la e-administration en lien avec le projet de loi d'investissement pour financer la partie structurelle des équipements informatiques liés à la Stratégie numérique de la HES-SO Genève.
- C. Les prestations fournies par la HES-SO Genève qui ne relèvent pas des missions HES :
 1. organiser et gérer les programmes conduisant à l'obtention de l'attestation des Modules complémentaires santé (MCS) et à la maturité spécialisée santé (MSSA);
 2. en collaboration avec le Centre de formation professionnelle technique (CFPT), contribuer à développer la classe passerelle dans les technologies industrielles et de l'information;
 3. gérer les activités de résidence et de production en direction des artistes et designers au sein du Centre d'expérimentation et de réalisation en céramique contemporaine (Cercco) / HEAD – Genève.
- D. La HES-SO Genève s'engage, en outre, à suivre le plan d'action annuel convenu avec l'office pour

- 6 -

l'orientation, la formation professionnelle et continue dans le cadre de la politique de l'apprentissage de l'État de Genève, dont le suivi et le pilotage sont effectués en collaboration avec le département de tutelle.

Article 5

Engagements financiers de l'État

1. L'État de Genève, par l'intermédiaire du département de l'instruction publique, de la formation et de la jeunesse, s'engage à verser à la HES-SO Genève une indemnité, sous réserve de l'accord du Grand Conseil dans le cadre de l'approbation annuelle du budget. Cette indemnité recouvre tous les éléments de charge en lien avec l'exécution des prestations prévues par le présent contrat.
2. L'indemnité n'est accordée qu'à titre conditionnel (article 25 LIAF). Les montants peuvent être modifiés par décision du Conseil d'État si, dans le cadre du vote du budget annuel, l'autorisation de dépense n'est pas octroyée ou ne l'est que partiellement.
3. Les montants engagés sur quatre ans sont les suivants :
Année 2025 : 35'187'886 francs
Année 2026 : 33'351'038 francs
Année 2027 : 33'480'692 francs
Année 2028 : 33'555'020 francs
4. Les montants de l'indemnité non monétaire concernent la mise à disposition de terrains et de locaux :

Mise à disposition de locaux	8'064'477 francs
Mise à disposition de terrains	1'775'235 francs
Total indemnité non monétaire	9'839'712 francs

Les montants sont réévalués annuellement et figurent en annexe au budget et aux comptes de la HES-SO Genève.

5. Il est accordé, au titre des mécanismes salariaux annuels décidés par le Conseil d'État, un complément d'indemnité calculé sur la masse salariale de la HES-SO Genève au prorata d'une part déterminée des revenus sur le total des produits. Cette part déterminée correspond aux subventions fixées et non indexées par l'Etat et par la HES-SO ainsi qu'aux autres revenus sur lesquels la HES-SO Genève ne peut influencer.
6. L'indexation décidée par le Conseil d'État donne également lieu à une augmentation de l'indemnité calculée sur la masse salariale de la HES-SO Genève et au prorata d'une part déterminée des revenus sur le total des produits. Cette part déterminée correspond aux subventions fixées et non indexées par l'Etat et par la HES-SO ainsi qu'aux autres revenus sur lesquels la HES-SO Genève ne peut influencer.
7. Le versement des montants ci-dessus n'intervient que lorsque la loi de ratification est exécutoire.

- 7 -

Article 6*Plan financier
pluriannuel*

Un plan financier quadriennal pour l'ensemble des prestations de la HES-SO Genève figure à l'annexe 3. Ce document fait ressortir avec clarté l'intégralité des sources de financement espérées, qu'elles soient publiques ou privées, ainsi que la totalité des dépenses prévisibles par type de prestations.

Article 7*Rythme de versement
de l'indemnité*

1. L'indemnité est versée chaque année selon les modalités fixées dans la convention d'adhésion à la caisse centralisée.
2. En cas de refus du budget annuel par le Grand Conseil, les paiements sont effectués selon le principe des douzièmes provisoires, conformément à l'article 42 de la LGAF.

Article 8*Conditions de travail*

1. La HES-SO Genève est tenue d'observer les lois, règlements et les conventions collectives applicables en matière notamment de salaire, d'horaire de travail, d'assurance et de prestations sociales.
2. La HES-SO Genève tient à disposition du département son organigramme, le cahier des charges du personnel ainsi qu'une description de ses conditions salariales et de travail, conformément à l'article 12 de la LIAF.

Article 9*Développement durable*

La HES-SO Genève s'engage à ce que les objectifs qu'elle poursuit et les actions qu'elle entreprend s'inscrivent dans une perspective de développement durable, conformément à la loi sur l'action publique en vue du développement durable (Agenda 21) (LDD), du 12 mai 2016 (A 2 60).

Article 10*Système de contrôle
interne*

La HES-SO Genève s'engage à maintenir un système de contrôle interne adapté à ses missions et à sa structure dans le respect de l'article 3, alinéa 4 de la LGAF.

Article 11*Suivi des recommandations du service d'audit interne*

La HES-SO Genève s'engage à respecter les recommandations figurant dans les rapports du service d'audit interne et à mettre en œuvre dans le délai indiqué par le département de tutelle les mesures correctrices qui ne sont pas contestées ou qui ont fait l'objet d'une décision au sens de l'article 17 de la LSurv.

Article 12*Reddition des comptes et rapports*

La HES-SO Genève, en fin d'exercice comptable mais au plus tard 4 mois après la date de clôture du dernier exercice, fournit au département de l'instruction publique, de la formation et de la jeunesse :

- ses états financiers établis conformément au manuel de gestion financière et comptable de la HES-SO (basé sur MCH2);
- le rapport de l'organe de révision;
- le rapport détaillé de l'organe de révision;
- un rapport d'exécution du contrat reprenant les objectifs et les indicateurs figurant dans le tableau de bord;
- son rapport de gestion;
- le procès-verbal de l'organe approuvant les comptes.

Dans ce cadre, l'entité s'engage à respecter les règlements et directives qui lui sont applicables, notamment :

- règlement d'application de la loi sur les indemnités et les aides financières (RIAF), du 20 juin 2012;
- directive transversale de l'État EGE-02-04 relative à la présentation et révision des états financiers des entités subventionnées;
- directive transversale de l'État EGE-02-07 relative au traitement des bénéfices et des pertes des entités subventionnées.

Article 13*Traitement du résultat*

1. Les bénéfices et les pertes de la HES-SO Genève sont traités conformément aux règles définies dans son règlement interne sur les finances, en application de l'article 15 de la loi sur la Haute école spécialisée de Suisse occidentale – Genève (LHES-SO-GE), du 29 août 2013.
2. Le résultat annuel établi selon l'article 12 est réparti entre les deux réserves spécifiques suivantes :
 - 30% à la "réserve pour fonds d'innovation;
 - 70% au "fonds de réserve".
3. Le "fonds de réserve" ne peut excéder 5% du total des charges. La part excédant ce seuil de 5% constitue une créance envers l'Etat intitulée "subvention non dépensée

- 9 -

- à restituer à l'échéance du contrat" comptabilisée dans les fonds étrangers de la HES-SO Genève.
4. Pendant la durée du contrat, les éventuelles pertes annuelles sont également déduites, selon les règles du présent contrat, de la "réserve pour fonds d'innovation et de développement 2025-2028" et de la créance, à concurrence de leur montant constitué durant la période, ainsi que du "fonds de réserve".
 5. A l'échéance du contrat, la HES-SO Genève conserve définitivement les éventuels soldes des deux réserves spécifiques, tandis que l'éventuel solde de la créance est restitué à l'Etat. Ce dernier peut renoncer à une partie du résultat lui revenant en application des critères de l'article 19, alinéas 2 et 3 du RIAF.
 6. Le Conseil d'Etat ou le département notifie à l'entité la décision relative à la restitution du résultat en fonction des seuils fixés à l'article 20, alinéas 3 et 4 du RIAF.
 7. A l'échéance du contrat, la HES-SO Genève assume ses éventuelles pertes reportées.

Article 14

Bénéficiaire direct

Conformément à l'article 14, alinéa 3 de la LIAF, la HES-SO Genève s'engage à être le bénéficiaire direct de l'indemnité. Elle ne peut procéder à une redistribution sous forme de subvention que dans le cadre de ses missions.

Article 15

Communication

Toute publication, campagne d'information ou de communication lancée par la HES-SO Genève auprès du public ou des médias en relation avec les prestations définies à l'article 4, doit faire mention de la République et canton de Genève en tant que subventionneur.

Titre IV - Suivi et évaluation du contrat

Article 16

Objectifs, indicateurs, tableau de bord

1. Les prestations définies à l'article 4 du présent contrat sont évaluées par le biais d'objectifs et d'indicateurs.
2. Ces indicateurs mesurent le nombre de prestations rendues, leur qualité (satisfaction des destinataires), leur efficacité (impact sur le public-cible) ou leur efficience (amélioration de la productivité).
3. Dans le respect du principe de proportionnalité, les indicateurs définis sont utiles, facilement mesurables et établis en lien avec la pratique de terrain.
4. Le tableau de bord, établissant la synthèse des objectifs et indicateurs, figure en annexe 1 du présent contrat. Il est réactualisé chaque année.

Article 17

Modifications

1. Toute modification au présent contrat doit être négociée entre les parties, sous réserve des dispositions de l'article 5 "Engagements financiers de l'État", et sous réserve des dispositions de la loi de ratification qui ne peuvent être modifiées.
2. En cas d'événements exceptionnels et préteritant la poursuite des activités de la HES-SO Genève ou la réalisation du présent contrat, les parties s'accordent sur les actions à entreprendre.
3. Ces événements doivent être signalés dans les plus brefs délais au département.

Article 18

Suivi du contrat

1. Les parties au présent contrat mettent en place un dispositif de suivi du contrat afin de :
 - veiller à l'application du contrat;
 - évaluer les engagements par le biais du tableau de bord et du rapport d'exécution annuel établi par la HES-SO Genève;
 - permettre l'adaptation, la réorientation ou la redéfinition des conditions du contrat et de son tableau de bord.
2. Ce dispositif est indépendant du processus de contrôle périodique prévu à l'article 22 de la LIAF.

Titre V - Dispositions finales**Article 19***Règlement des litiges*

1. Les parties s'efforcent de régler à l'amiable les différends qui peuvent surgir dans l'application et l'interprétation du présent contrat.
2. En cas d'échec, elles peuvent recourir d'un commun accord à la médiation.
3. A défaut d'un accord, le litige peut être porté devant la Chambre administrative de la Cour de justice du canton de Genève.

Article 20*Résiliation du contrat*

1. Le Conseil d'État peut résilier le contrat et exiger la restitution de tout ou partie de l'indemnité lorsque :
 - a) l'indemnité n'est pas utilisée conformément à l'affectation prévue;
 - b) la HES-SO Genève n'accomplit pas ou accomplit incorrectement sa tâche malgré une mise en demeure;
 - c) l'indemnité a été indûment promise ou versée, soit en violation du droit, soit sur la base d'un état de fait inexact ou incomplet.

La résiliation s'effectue dans un délai de deux mois, pour la fin d'un mois.

2. Dans les autres cas, le contrat peut être résilié par chacune des parties moyennant un préavis de 6 mois pour la fin d'une année.
3. Dans tous les cas, la résiliation s'effectue par écrit.

Article 21*Entrée en vigueur,
durée du contrat et
renouvellement*

1. Le contrat entre en vigueur au 1^{er} janvier 2025, dès que la loi qui l'approuve devient exécutoire. Il est valable jusqu'au 31 décembre 2028.
2. Les parties conviennent d'étudier les conditions de renouvellement éventuel du contrat au moins douze mois avant son échéance.

- 12 -

Fait à Genève, le 23 juin 2025

en deux exemplaires originaux.

Pour la République et canton de Genève :

représentée par

**Madame Anne Hiltbold**conseillère d'État chargée du département de l'instruction publique,
de la formation et de la jeunesse

Pour la HES-SO Genève :

représentée par

**Madame Claire Baribaud**
Directrice générale ad interim**Monsieur Andrea Baranzini**
Directeur général ad interim

ANNEXE 3

De : [De Kalbermatten Van Vliet Sabine](#) pour le compte de [Di Mare Appéré Daniela](#)
À : [Audria Raphaël \(SEC-GC\)](#)
Cc : [Di Mare Appéré Daniela](#); [Desbiolles Rachel](#); [Rey Arnaud](#)
Objet : RE: Suivi de l'audition du 27 août - Commission des finances - PL 13579 - informations à transmettre
Date : mardi 2 septembre 2025 14:30:24
Pièces jointes : [Cohortes_20250901_VF.pdf](#)
[20250526_Note à UHE Augmentation Taxes Utilisation Revenus_vf.pdf](#)

INFORMATION. Ce message provient d'un partenaire reconnu par l'Etat.

Monsieur le Secrétaire scientifique de la Commission des finances, cher Monsieur,

Selon la demande formulée en commission des finances du 27 août à l'occasion de l'audition de la HES-SO Genève, demande confirmée par votre courriel du 1^{er} septembre ci-dessous, nous vous informons que la période de la reddition des résultats de l'étude mandatée par le SBPE (DCS) auprès de l'IREG, relative au refus de bourses et l'impact sur le parcours de formation, est prévue en principe au printemps 2026.

Nous vous remettons ci-joint la note du 27 mai 2025m produite dans le cadre de l'augmentation des taxes d'études, ainsi que l'étude annuelle de cohortes réalisée au sein de la HES-SO Genève.

En vous souhaitant bonne réception de ces informations, vous vous adressons, Monsieur le Secrétaire scientifique de la Commission des finances, cher Monsieur, nos cordiales salutations.

Sabine de K van Vliet

 Sabine de Kalbermatten van Vliet • Assistante de direction
HES-SO Genève • Campus Battelle • Bâtiment F
Rue de la Tambourine 2 • 1227 Carouge
sabine.dekalbermatten@hesge.ch • www.hesge.ch • [Facebook](#) • [LinkedIn](#)
Direct +41 22 558 68 04 • Central +41 22 558 50 50

De : Audria Raphaël (SEC-GC) <raphael.audria@etat.ge.ch>
Envoyé : lundi, 1 septembre 2025 09:02
À : Di Mare Appéré Daniela <daniela.dimareappere@hesge.ch>
Objet : Suivi de l'audition du 27 août - Commission des finances - PL 13579 - informations à transmettre

Madame la Directrice générale,
Chère Madame,

Suite à l'audition relative au projet de loi 13579, je me permets de vous rappeler que la commission des finances souhaite obtenir les éléments suivants :

1. Copie de la note de l'HES-SO Genève transmise au DIP (argumentaire expliquant pourquoi l'HES a besoin de garder l'entière responsabilité du montant que le DIP souhaite reprendre).

2. La date de la reddition des résultats de l'étude sur la question des bourses (mandat IREG).
3. L'analyse longitudinale sur les cohortes, pour le moins les données suivantes : effectifs d'étudiants (par branches et par volée), durée des études (par branches) et nombre de diplômés.

Serait-il possible d'obtenir ces éléments avant mercredi ?

En vous remerciant d'avance de votre réponse, je vous souhaite, Madame la Directrice générale, chère Madame, une excellente journée.

Raphaël Audria

Raphaël AUDRIA

Secrétaire scientifique de la Commission des finances

Secrétariat général du Grand Conseil

2, Rue de l'Hôtel-de-Ville

Case postale

1211 Genève 3

Téléphone : 022/327 91 47

Courrier interne : A 106 E3/GC



N'imprimez ce message que si vous en avez l'utilité !

Ce courriel est privé et confidentiel et peut contenir des informations couvertes par le secret de fonction. Il est réservé exclusivement à son (ses) destinataire(s). Si vous deviez en avoir connaissance par erreur, vous n'êtes pas autorisé à le lire, le copier, le conserver, en divulguer le contenu, à l'utiliser ou le distribuer. Merci de prendre contact avec son expéditeur et de détruire l'original.

NOTE

À : Ivana Vrbica, directrice UHE

Cc : -

De : Claire Baribaud, directrice générale a.i.

Date : 27 mai 2025

AUGMENTATION DES TAXES D'ETUDES DÈS LA RENTRÉE 2025-2026 – UTILISATION DES REVENUS POUR LA HES-SO GENÈVE

En préambule, la HES-SO Genève rappelle les éléments contextuels suivants :

- En date du 19 septembre 2024, le Comité gouvernemental de la HES-SO (COGOU) a décidé d'augmenter les taxes d'études semestrielles pour tous-tes les étudiant-e-s dès la rentrée académique 2025-2026 avec la différenciation suivante : La taxe pour les étudiant-e-s considéré-e-s comme « suisses », s'élève à 700 CHF/semestre et celle pour les étudiant-e-s considéré-e-s comme « étrangers-ères », s'élève à 1'050 CHF/semestre.
- Dans sa décision du 3 décembre 2024, le Rectorat rappelle que « l'augmentation des taxes sera au bénéfice des hautes écoles (...) et le gain supplémentaire par ce biais viendra en déduction des contributions locales particulières perçues par les hautes écoles, selon les décisions du canton. ». Quant à la convention intercantonale du 26 mai 2011, elle stipule à l'article 43, al.1, que « la taxe d'études est arrêtée de façon à ce qu'elle soit socialement supportable et uniforme pour chaque filière et cycle de formation (bachelor, master). »
- Dans ce sens, le contrat de prestations entre l'Etat de Genève et la HES-SO Genève 2025-2028, qui fixe le montant de l'indemnité cantonale, est en attente d'être adopté par le Grand Conseil, les décisions relatives à l'utilisation des revenus issus de l'augmentation des taxes d'études devant être prises.

La HES-SO Genève forme une main d'œuvre hautement qualifiée et qui concourt à la richesse de la région. Néanmoins, il apparaît que la population HES provient de milieux socio-économiques modestes, aux ressources financières restreintes, limitant la capacité de leurs familles à investir dans la formation de leurs jeunes. Les besoins des étudiant-e-s HES sont ainsi plus marqués en comparaison avec l'ensemble de la population étudiante genevoise. Pour preuve, plus de 40% des demandes d'aides financières auprès du dispositif géré par l'UNIGE émanent d'étudiant-e-s HES. A cela s'ajoute que certains plans d'études HES ne permettent pas d'augmentation de revenus au travers de jobs étudiants.

De plus, il est avéré qu'un accompagnement ciblé durant le parcours d'études contribue à une baisse significative du taux d'échecs et d'abandons, et s'inscrit donc en cohérence avec une utilisation optimisée des fonds publics. En parallèle, un récent constat, partagé par toutes les hautes écoles, selon lequel l'acquisition des compétences est actuellement mise à mal de manière générale.

Dans ce contexte, la HES-SO Genève a mis en place une politique de soutien permettant d'améliorer les conditions d'études et de réussite, adaptée au fil des années, selon l'évolution des besoins de sa population étudiante en termes d'aides financières, de pédagogie, de santé et de soutien social.

Dispositif d'aides financières complémentaires aux revenus des étudiant-e-s HES

Durant l'année académique 2023-2024, un montant total arrondi à 665'000 CHF a été octroyé aux étudiant-e-s de la HES-SO Genève sous forme d'aides financières complémentaires et ponctuelles d'urgences. La tendance en termes de demandes d'aides financières augmente de façon naturelle de 12 à 15% par année

académique. Celle-ci sera renforcée par l'impact lié à l'augmentation des taxes. Conséquemment, pour l'année à venir, une forte augmentation de demandes d'aides financières auprès de ce dispositif est attendue, pour un montant total de près de 1'300'000 CHF. A cela s'ajoutent des coûts de gestion supplémentaires nécessitant l'engagement de ressources sous forme de jobs étudiants pour un montant estimé à 40'000 CHF.

Il y a lieu de souligner que ce dispositif d'aides financières ne se substitue pas aux bourses cantonales, mais s'inscrit en subsidiarité. Dans le même temps, de toute évidence, il existe le risque de voir une surutilisation des fonds privés existants et dédiés.

Cours d'appui fournis par les écoles HES

Au vu des difficultés grandissantes d'apprentissage des étudiant-e-s, chaque école renforce, depuis peu, les cours d'appui lors d'une pré-rentree et tout au long du cursus. Ces cours d'appui sont offerts à travers des cours facultatifs ou l'organisation de groupes d'étudiant-e-s plus restreints, et concernent plusieurs disciplines en lien avec les domaines d'études. Le budget consacré à ces cours d'appui très fréquentés correspond à plus de 800'000 CHF, à cela s'ajoutent des coûts supplémentaires de coordination et administratifs estimés à 60'000 CHF.

Accompagnement des étudiant-e-s HES en matière de santé et social

La corrélation entre la santé (physique et mentale) des étudiant-e-s, leur équilibre social et leur parcours académique est évidente. C'est la raison pour laquelle, la HES-SO Genève a ouvert son Espace santé en automne 2024 destiné à l'ensemble de ses étudiant-e-s. En tant que structure privilégiant une première consultation infirmière avant d'orienter, si besoin, vers le réseau de santé genevois, l'Espace santé s'attache principalement à conseiller, orienter et sensibiliser sur des thématiques qui touchent spécifiquement les étudiant-e-s HES. A travers un fonctionnement agile, il est voué à adapter constamment ses prestations ainsi que ses thèmes de prévention.

Le coût de fonctionnement et d'accompagnement du pôle santé – Espace santé HES-SO Genève – se chiffre actuellement à environ 200'000 CHF par année.

En parallèle, la HES-SO Genève a récemment renforcé ses ressources internes, de la même manière au sein de chaque école, en termes d'égalité des chances et besoins spécifiques, ceci permettant d'adapter ses dispositifs d'écoute et de soutien durant le parcours d'études.

Enfin, sur le volet social, un accompagnement est actuellement possible à l'UNIGE pour les étudiant-e-s HES, par le biais d'une convention de collaboration. Ce soutien, qui ne répond plus aux besoins actuels, coûte environ 65'000 CHF par année.

Au vu de ce qui précède, la HES-SO Genève rappelle sa responsabilité quant à offrir une formation de qualité qui s'inscrit complètement dans le développement de la région et qui tient compte des besoins économiques et sociétaux. L'institution souhaite également mettre en évidence sa responsabilité envers sa communauté étudiante tout au long du parcours d'études. Dès lors, compte tenu de l'impact de la décision d'augmenter les taxes d'études pour l'ensemble des étudiant-e-s de la HES-SO, mais également en lien avec ses missions de formation, la HES-SO Genève préconise des mesures spécifiques et un accompagnement renforcé pour pallier les risques d'abandons ou d'échecs, ou encore de davantage de précarisation dans les études.

A ce stade, les 3 millions CHF par année de revenus supplémentaires issus des taxes d'études, à partir de 2026, sont une prévision de la HES-SO impossible à confirmer. De plus, l'institution n'a actuellement pas de recul concernant la variabilité du nombre d'étudiant-e-s étranger-ère-s en lien avec l'application des critères

de détermination de la taxe différenciée. Enfin, les négociations avec l'Europe dans le cadre des bilatérales, en cas d'application prochaine, devraient modifier à la baisse le montant des taxes pour l'ensemble des étudiant-e-s européen-ne-s qui sont les principaux étudiant-e-s étranger-ère-s à Genève.

Toutes ces incertitudes amènent la HES-SO Genève à proposer de ne pas inscrire et fixer formellement l'utilisation de ces revenus dans le contrat de prestations 2025-2028 qui nous lie à l'Etat. Il paraît essentiel de convenir d'un fonctionnement flexible, à travers une négociation annuelle, à renouveler chaque année, ceci selon l'évolution des revenus liés aux taxes.

Compte tenu de ces éléments, la HES-SO Genève préconise, pour 2026, de restituer à l'Etat la moitié du montant supplémentaire issu de l'augmentation des taxes d'études (cf. annexe).

Annexe - Résumé en chiffres :

Politique de soutien de la HES-SO Genève :

Dispositifs d'accompagnement	Coûts actuels (CHF)	2026 - Coûts estimés (CHF)
Aides financières	665'000.00 CHF	1'300'000.00 CHF
Cours d'appui	860'000.00 CHF	1'300'000.00 CHF
Espace santé	200'000.00 CHF	250'000.00 CHF
Soutien social	65'000.00 CHF	200'000.00 CHF
EGC / Besoins spécifiques	580'000.00 CHF	610'000.00 CHF
SOUS-TOTAL	2'370'000.00 CHF	3'660'000.00 CHF
<i>Coûts de gestion et administratifs</i>	-	100'000.00 CHF
TOTAL	2'370'000.00 CHF	3'760'000.00 CHF

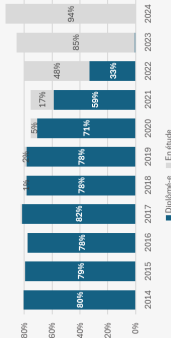
Evolution des diplômé-e-s Historique 2014-2024

Suivi longitudinal: Cohorte 2019 – Diplomation à terme Cohorte 2023 et 2024 – Poursuite des études



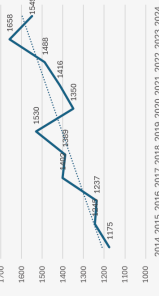
Taux de diplômé·e·s

HESGE – taux de diplômé·e·s Bs 2014-2024



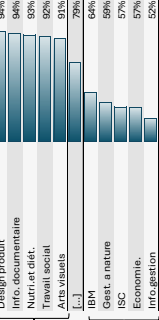
Nombre de titres délivrés

Bachelor et Master – diplômé·e·s 2014 - 2024



Diplômé·e·s par filière

Filières – taux de réussite 2019



Après une année de référence marquée par d'excellents résultats en 2017, les cohortes suivantes (2018–2021) enregistrent une légère diminution du taux de réussite.

Une légère baisse du nombre de diplômés, liée à la fois à un allongement des études des cohortes COVID et à un taux de réussite en retrait pour les cohortes 2021 et 2022. Le pic 2023 s'explique par une modification des parcours d'étude (Cf. HETS)

L'institution compte huit filières avec moins de 75% de diplômé·e·s. La réussite diminue en ISC et EE. Elle augmente, en IG, où le taux reste le plus faible de la HES-SO Genève. Le taux de réussite des filières «PACTI» est en hausse



Voie professionnelle

HESGE – taux de diplômé·e·é maturité prof. vs gymnasiale 2019

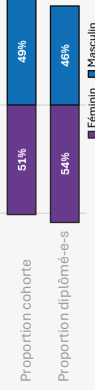


La réussite de la **voie professionnelle** est en légère baisse sur les 2 dernières cohortes (vs 2017)



Focus égalité des chances

HESGE – taux diplomation féminin vs masculin 2019



Le taux de diplômées est de **81%** contre 71% de diplômés.

Indicateurs institutionnels

Taux d'abandon en cours de 1^{re} année 2024-25: **5%**

Taux de poursuite après la 1^{re} année 2022-23: **93%**

Taux de succès de la cohorte 2019: **78%**

me: marge d'erreur: +3%
min. 2019 : HEG 62%
max. 2019 : HETS 92%

Durée des études à plein temps cohorte 2019: **3.3 ans**

Indicateurs institutionnels

Taux d'abandon en cours de 1^{re} année 2024-25: 5%

Taux de poursuite après la 1^{re} année 2023-24: 92%

Taux de succès de la cohorte 2019 : 74%

me: marge d'erreur: +2%

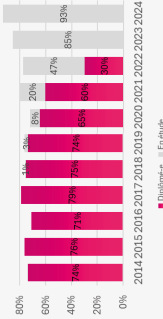
Durée des études à plein temps cohorte 2019: 3.3 ans



Taux de diplômé-e-s

Bachelor

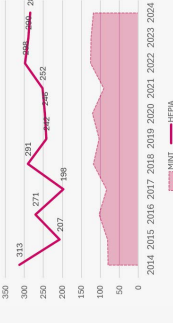
École – taux de diplômé-e-s 2014-2024



Après les années 2017-2019, où ¼ des étudiant-e-s sont diplômé-e-s, on attend une baisse notamment avec les promotions « à distance» dans les filières vertes.

Nombre de titres HEPIA

Bachelor et MINT – diplômé-e-s par filière 2014-2024

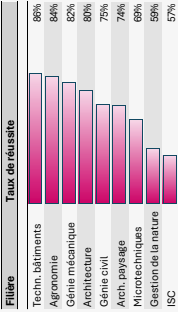


Le nombre de diplômé-e-s stabilise, le pic d'admission en 2021 est compensé par un taux de réussite inférieur attendu sur la cohorte.



Diplômé-e-s par filière

Filières – taux de réussite 2019



HEPIA compte 4 filières avec moins de 75% de diplômés. En ISC il s'agit de la dernière année de transition avec la filière ITI.



Focus voie professionnelle

Filière – taux diplômé-e-s maturité prof. vs gym. 2019

	Voie d'accès	
	Prof.	Gym.
Agronomie	75%	81%
Architecture	81%	88%
Architecture du paysage	73%	75%
Génie civil	92%	60%
Génie mécanique	50%	100%
Gestion de la nature	29%	79%
Informatique et systèmes de communication	61%	57%
Microtechniques	71% n.a	
Technique des bâtiments	86%	N/A

Le taux de la voie professionnelle est légèrement inférieur. En gestion de la nature, l'enseignement à distance a été un facteur d'attrition pour la voie professionnelle.

Écart >5% en faveur de la voie gymnasiale

Indicateurs institutionnels

Taux d'abandon en cours de 1^{re} année 2024-25: **8%**

Taux de poursuite après la 1^{re} année 2023-24: **84%**

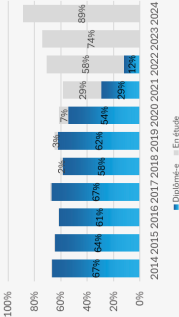
Taux de succès de la cohorte 2019: **62%**
me: marge d'erreur: +3%

Durée des études à plein temps cohorte 2019: **3.3 ans**



A peine 2/3 de diplômé·e·s

École – taux de diplômé·e·s 2014-2024



Le taux est moindre à la HEG (-14 pts) par rapport à la moyenne genevoise. Ce taux est critique en EE et en IG.

Une analyse de «drop out» est en cours pour identifier les enjeux prioritaires : orientation, niveau d'entrée ou acclimatation aux études tertiaires.



Taux critique HES-GE

Filières – taux de diplômé·e·s 2019

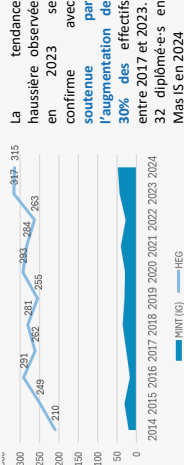
Filière	Taux de réussite
Eco. d'entreprise	57%
Info.de gestion	52%
IBM	64%
Info. science	97%

Abandon après un an cohorte 2019 : 17% en EE et 18% en IG.
La **part d'abandon** est en hausse.



Nombre de titres HEG

Bachelor et MINT – taux de diplômé·e·s par filière 2014-2024



La tendance haussière observée en 2023 se confirme avec soutenue par l'augmentation de 30% des effectifs entre 2017 et 2023. 32 diplômé·e·s en Mas IS en 2024



Focus voie professionnelle

Filières – taux de diplômé·e·s maturité prof. vs gym.

	Voie d'accès	
	Prof	Gym
Economie d'entreprise	52%	100%
Info. Science	100%	100%
Info. de gestion	46%	50%
IBM	67%	88%

En IG la ID il n'y a pas de différence significative. En EE et IBM, il y a peu d'étudiant·e·s issu·e·s du collège.

Source: <https://drive.hes-so.ch>

L'abandon élevé concerne les filières **les moins chères**. Cela questionne le taux d'encadrement.

Indicateurs institutionnels

Taux d'abandon en cours de 1^{re} année 2024-25: 6 %

Taux de poursuite après la 1^{re} année 2023-24: 89%

Taux de succès de la cohorte 2019:

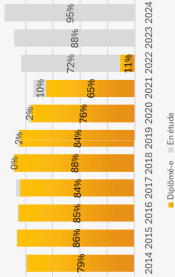
84%
me: marge d'erreur: +2%

Durée des études à plein temps cohorte 2019: 3.1 ans



Taux de diplômé-e-s

École – taux de diplômé-e-s 2014-2024



Le taux de diplômé-e-s a atteint un record à 88% avec la cohorte 2018. Les prévisions sont à la baisse pour les 5 prochaines cohortes

Taux de réussite par filière

Filières – taux de réussite cohorte 2019

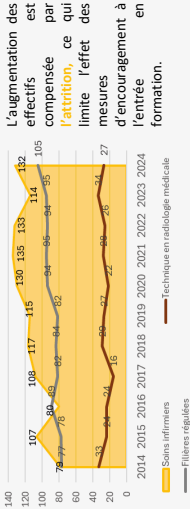
Filière	Taux de réussite
Nutri. et diét.	93%
Technique en radiologie	86%
Physiothérapie	85%
Soins infirmiers	82%
Sage-femme	81%

*Les filières régularisées sont majoritairement composées d'étudiant-e-s issu-e-s de la voie gymnasiale.



Nombre de titres HEDS

École – taux de diplômé-e-s par filière 2014-2024

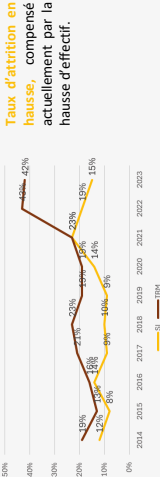


L'augmentation des effectifs compensée par l'attrition, ce qui limite l'effet des mesures d'encouragement à l'entrée en formation.



Écueil de la 1^{re} année

Filières TRM et SI – taux d'arrêt des études année 1



Taux d'attrition en hausse, compensé actuellement par la hausse d'effectif.

Indicateurs institutionnels

Taux d'abandon en cours de 1^{re} année 2022-23: 2 %

Taux de poursuite après la 1^{re} année 2022-23: 98 %

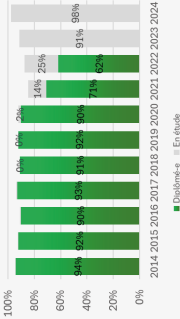
Taux de succès de la cohorte 2019: 92%

me: marge d'erreur: +1%

Durée des études à plein temps cohorte 2019: 3.4 ans

Taux de diplômé·e·s

École – taux de diplômé·e·s 2014-2024



Le taux de diplômé·e·s en travail social se maintient à un niveau très élevé. L'impact de l'augmentation des effectifs sera à suivre sur la cohorte 2025.



Réussite hors norme

Orientation et mode – taux de diplômé·e·s 2019

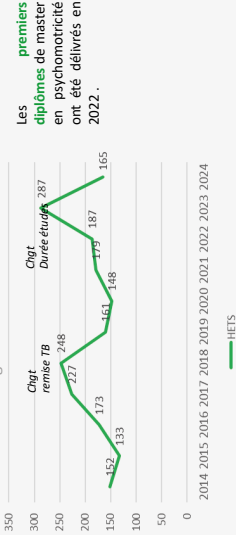
Filière	Taux de réussite	
	Plein temps	EE/TP
Animation SC	84%	80%
Education sociale	94%	83%
Service social	94%	75%

L'arrêt des études concerne davantage les filières en emploi et à temps partiel. 100% de diplômés en psychomotricité.



Ambition de croissance

Travail social – gestion de la croissance 2014-24



Les premiers diplômés de master en psychomotricité ont été délivrés en 2022.



Focus voie relative

Filière – taux diplomation de la voie relative 2019

Filière	Taux de réussite	
	Taux	Voie relative
	93%	85%

120 diplômé·e·s sur 184 sont issu·e·s de la voie dite relative

9 / 10 étudiant·e·s diplômé·e·s

Indicateurs institutionnels

Taux d'abandon en cours de 1^{re} année 2024
HEAD 1 %
HEM 2 %

Taux de poursuite après la 1^{re} année 2022-23:
HEAD 98 %
HEM 98 %

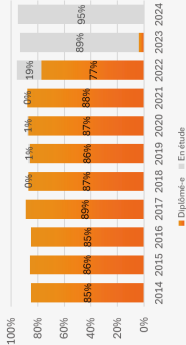
Taux de succès de la cohorte 2019 (ba):
HEAD 86 %
HEM 77 %

me: marge d'erreur: + 2 %

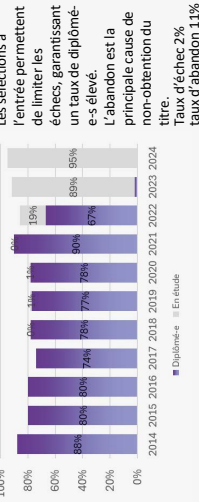
Durée des études à plein temps cohorte 2019:

3 ans

École - taux de diplômé·e·s des cohortes



École - taux de diplômé·e·s des cohortes

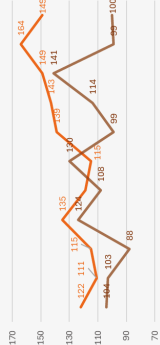


Le taux de diplomation est élevé avec 86% de succès en 2019
NB: Les filières réglementées ont un taux plus élevé, partiellement dû aux sélections ou réglementations.

Les sélections à l'entrée permettent de limiter les échecs, garantissant un taux de diplômé·e·s élevé.
L'abandon est la principale cause de non-obtention du titre.
Taux d'échec 2%
taux d'abandon 11%

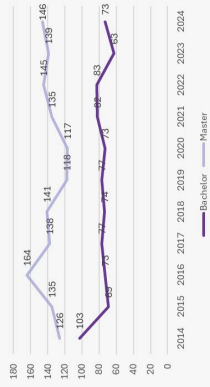
Arts visuels à l'honneur

Design et arts visuels – Titres Ba et Ma 2014-24



Master professionnalisant

Ma & Ba – Titres Ba et Ma 2014-24



Près de 50% des titré·e·s dans le domaine des Arts Visuels.
Environ 40% des titres délivrés sont des Masters

Les sélections à l'entrée permettent de limiter les échecs, garantissant un taux de diplômé·e·s élevé.
L'abandon est la principale cause de non-obtention du titre.
Taux d'échec 2%
taux d'abandon 11%

Méthodologie

- La population observée est composée des cohortes 2019, 2023 et 2024, qui sont composées de tous-tes les étudiant-e-s, en études Bachelor, ayant commencé leurs études en 2019, respectivement 2023 et 2024.
- Les étudiant-e-s redoublant-e-s sont rattaché-e-s à leur cohorte initiale.
- Les nouveaux-elles étudiant-e-s qui rentrent en S3 ou A2 sont intégré-e-s dans la cohorte correspondant à leur année d'entrée dans l'école.
- Les étudiant-e-s exmatriculé-e-s puis réinscrit-e-s dans le même cursus quelques années plus tard sont rattaché-e-s à leur cohorte initiale.
- Les étudiant-e-s en réorientation dans l'école, dans une autre filière, sont rattaché-e-s à leur cohorte initiale.
- Le dernier statut considéré est le dernier en date mais au plus tard celui de la 8^{ème} année civile suivant la date d'inscription.
- Le taux de poursuite après la 1^{re} année inclus les étudiant-e-s présent-e-s et absent-e-s

Date de dépôt : 10 octobre 2025

RAPPORT DE LA MINORITÉ

Rapport de Stéphane Florey

La HES-SO Genève représente 6 écoles distinctes, avec un éventail de 28 types de bachelor, comprenant 6200 étudiants.

Le budget de la HES-SO est financé par les contributions forfaitaires des cantons romands et la part genevoise s'élève à **115,7 millions de francs**. A cela s'ajoute un financement direct du canton destiné à la HES Genève. Celui-ci est défini dans un contrat de prestation pour la période 2025-2028, d'un montant de **35 millions de francs**.

La HES Genève prévoit une augmentation de **3 millions de francs** de recettes apportées par la hausse des taxes décidées par la HES-SO en 2024. C'est la raison pour laquelle le canton a proposé, via un amendement, une baisse de la subvention de **2 millions de francs** et d'en laisser **1 million** à la HES. Million qui viendrait possiblement s'ajouter aux **600 000 francs** dévolus au soutien des élèves rencontrant des difficultés financières. Ils ont la possibilité de bénéficier de bourses d'études entre **12 000 et 16 000 francs** selon les besoins. Cet amendement a été refusé par la commission.

Il est important de préciser que l'augmentation de la taxe annuelle sera toujours couverte, au bénéfice des étudiants en difficulté, par le service des bourses et les moyens financiers dont la HES dispose déjà. La baisse de subvention ne fera aucune différence.

Dans un contexte difficile, le budget 2026 présente déjà un déficit de 409 millions, c'est la raison pour laquelle l'amendement refusé en commission revêt une importance capitale pour les intérêts de l'Etat et des contribuables de notre canton.

C'est pourquoi la minorité, qui est entièrement en faveur d'une baisse de la subvention, qui sera largement compensée par les recettes supplémentaires mentionnées plus haut, redépose ici l'amendement refusé en commission :

Amendement***Art. 2, al. 1 (nouvelle teneur)***

¹ *L'Etat verse à la HES-SO Genève, sous la forme d'une indemnité monétaire d'exploitation au sens de l'article 2 de la loi sur les indemnités et les aides financières, du 15 décembre 2005, les montants suivants :*

35 187 886 francs en 2025

33 351 038 francs en 2026

33 480 692 francs en 2027

33 555 020 francs en 2028

En conclusion la minorité vous recommande, pour des raisons budgétaires évidentes dans un contexte tendu et largement propice aux économies, de soutenir l'amendement ci-dessus et de voter OUI au projet de loi ainsi amendé.